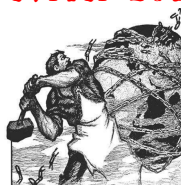


RÉVOLUTION ou GUERRE

#3

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Février 2015



Sommaire

Charlie et Syriza : le début des confrontations massives de classe

Situation internationale

Non au terrorisme, non à l'État capitaliste (7 janvier 2015)

Attentats de Paris à *Charlie Hebdo* : une nouvelle période s'ouvre

Commentaires critiques sur le texte *Une nouvelle période s'ouvre...*

Luttes ouvrières dans le monde

Communiqué sur les grèves en Allemagne et Belgique (octobre 2014)

Le regroupement des révolutionnaires

L'importance actuelle des groupes de la Gauche communiste

Débat dans le camp prolétarien

Démocratie bourgeoise, Internet... et la soi-disant égalité des individus

Lutte contre l'opportunisme

Introduction du GIGC à sa republication de la brochure sur la morale de la FICCI

Réunion publique du groupe *Critique Sociale* (Paris, octobre 2014).

E-mail : intleftcom@gmail.com

site web : www.igcl.org

3 dollars/2,50 euros

Sommaire

<i>Charlie</i> et Syriza : le début des confrontations massives de classes.....	1
<i>Situation internationale</i>	
Non au terrorisme, non à l'État capitaliste (7 janvier 2015).....	2
Attentats de Paris : une nouvelle période s'ouvre.....	3
Commentaires critiques sur le texte	
<i>Une nouvelle période s'ouvre...</i>	10
"Brèves" : luttes ouvrières dans le monde.....	12
Communiqué sur les grèves en Allemagne et Belgique (octobre 2014).....	14
<i>Regroupement des révolutionnaires</i>	
L'importance actuelle des groupes de la Gauche communiste.....	15
<i>Débat dans le camp prolétarien</i>	
Démocratie bourgeoise, Internet... et la soi-disant égalité des individus.....	18
<i>Combat contre l'opportunisme</i>	
Introduction du GIGC à sa republication de la brochure	
sur la morale de la FICCI.....	24
Réunion publique du groupe <i>Critique Sociale</i> (Paris, octobre 2014).....	25

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons.

L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux.

Charlie, la manifestation de Paris du 11 janvier et Syriza au pouvoir en Grèce : Le capitalisme provoque le début de confrontations massives avec le prolétariat

La tuerie commise à Paris contre le journal *Charlie hebdo* et les réactions nationale et internationale qui l'ont suivi, marquent un tournant dans la situation historique. Un avant et un après. Peu importe qui sont les responsables directs – groupes terroristes islamistes – ou indirects – États et services secrets – de ces attentats et la dimension impérialiste qui se trouve derrière : ils sont toujours liés à des forces capitalistes et étatiques. C'est-à-dire à des forces anti-ouvrières. Cet événement dramatique signifie que la bourgeoisie a enclenché une offensive idéologique et politique frontale et massive contre le prolétariat international. Voilà ce qu'illustre la réussite – inédite – de l'organisation de la manifestation de millions de personnes derrière plus de 40 chefs d'État à Paris le 11 janvier¹. Et voilà ce que vient confirmer l'émergence médiatique de gauches "radicales" européennes suite à la venue au pouvoir du parti d'extrême-gauche Syriza en Grèce.

Acculée par l'aggravation inexorable de sa crise économique et par l'exacerbation des rivalités impérialistes, la bourgeoisie n'a d'autre choix que d'engager des confrontations massives avec le prolétariat international pour aller vers une nouvelle guerre mondiale. Bien que les grandes masses de la classe exploitée et révolutionnaire à la fois restent encore sensibles à l'idéologie bourgeoise, elles n'adhèrent pas vraiment ni se rangent derrière aucune mystification ou mots d'ordre particulier, ni ne se regroupent derrière les États capitalistes². L'adhésion et une unité nationale minimum du prolétariat derrière chaque bourgeoisie sont les conditions pour que le capital puisse s'engager dans une marche à la guerre impérialiste généralisée. Elles ne pourront être atteintes qu'après une défaite historique de la classe ouvrière. Une défaite historique ? Cela veut dire au prix d'une défaite idéologique, politique et "physique", c'est-à-dire sanglante. Comme dans les années 1920 et 1930 qui ont précipité le monde dans l'horreur et la barbarie de la 2^e Guerre mondiale.

Nous n'en sommes pas là. La classe ouvrière continue à développer une dynamique de luttes contre les effets de la crise économique. À ce titre, elle représente un obstacle majeur pour la classe capitaliste. Beaucoup parmi les ouvriers combattifs et parmi les révolutionnaires en doutent. Le scepticisme des uns et des autres se trouve renforcé, et apparemment fondé, sur le peu de nouvelles des luttes ouvrières au niveau international. La censure des médias n'est pas un vain mot, une dénonciation de principe, sans conséquences pratiques. Elle participe directement du sentiment d'impuissance ou d'isolement que peuvent ressentir individuellement des millions d'ouvriers ; et en passant elle renforce les doutes des plus combattifs et des communistes sur la force réelle, pratique, en mouvement, du prolétariat.

Pourtant la réalité est bien différente du sentiment immédiat. Il suffit de ramasser les nouvelles internationales de ces

derniers mois³ pour constater que des millions et des millions de travailleurs ont participé à des degrés divers à des mobilisations et luttes sur tous les continents. Que ces mobilisations, grèves, manifestations, journées d'action appelées par les syndicats, etc. n'aient pas réussi à empêcher la bourgeoisie de poursuivre sa politique anti-ouvrière, ne serait-ce qu'au niveau de ses attaques économiques, nous n'en doutons pas. Par contre, ces mobilisations ont bien existé. Elles sont une réalité.

C'est bien à cette réalité-là que répond la mise au premier plan d'une gauche radicale européenne – Podemos en Espagne, Front de Gauche en France, Die Linke en Allemagne... – suite à la victoire électorale de Syriza en Grèce. Cette réponse politique bourgeoise à la combativité réelle de la classe ouvrière – en particulier en Grèce et en Espagne depuis la crise de 2008 – est le deuxième acte de l'offensive frontale que la bourgeoisie internationale⁴ a décidé de lancer contre le prolétariat au niveau européen et international. Et cela 15 jours après la grande manifestation d'unité nationale de Paris. Le fait qu'elle soit obligée, pour mener cette offensive, de mettre au premier plan des partis "d'extrême gauche" illustre la réalité et les potentialités des luttes ouvrières d'aujourd'hui.

La bourgeoisie européenne sait bien que la dette grecque ne sera jamais remboursée. Elle peut donc se payer le "luxe" de laisser Syriza venir au pouvoir en Grèce, puissance capitaliste relativement périphérique et secondaire, si elle réussit à rendre crédible au niveau européen les autres partis "radicaux" de gauche. D'autant que Syriza n'aura d'autre choix que de mener la même politique anti-ouvrière que les gouvernements grecs précédents. Par contre, Syriza et la médiatisation internationale de Podemos permettent de faire miroiter une alternative politique "radicale" de gauche, mais non moins bourgeoise, derrière l'État démocratique capitaliste au niveau européen au moment même où les grandes masses de prolétaires votent de moins en moins, s'éloignent du terrain démocratique bourgeois, et luttent de plus en plus, s'ancrent sur leur terrain de classe.

Les confrontations sont engagées donc. Au prolétariat de hisser son combat au niveau politique contre l'État et son appareil, particulièrement politique (de gauche et gauchiste) et syndical. Pour cela, impulsé par ses minorités les plus combattives, il doit assumer l'organisation de l'extension et de l'unité de ses luttes contre les manœuvres syndicales et gauchistes. Pour cela, les minorités révolutionnaires organisées et, en première ligne, les groupes communistes doivent développer une intervention politique générale – contre toutes les manœuvres idéologiques et politiques des États capitalistes – et particulière dans les luttes ouvrières pour assumer et matérialiser la direction politique derrière laquelle le prolétariat dans son ensemble pourra se regrouper, s'opposer de toutes ses forces et finalement détruire le capitalisme.

Le GIGC, 28 janvier 2015

1 . cf. notre texte *Une nouvelle période s'ouvre...* page 3.

2 . La participation massive à la manifestation parisienne n'infirmes en rien notre constat : la bourgeoisie française a réussi un coup politique immédiat en rassemblant des millions de citoyens, beaucoup sociologiquement ouvriers, mais sans adhésion et sans sentiment mystifié d'appartenance à la classe ouvrière contrairement aux fronts populaires dans les années 1930 par exemple.

3 . cf. notre article *Luttes ouvrières dans le monde*, page 12.

4 . C'est le cas, dans une moindre mesure, du parti Québec Solidaire dans la province de Québec du Canada.

Situation internationale

Nous publions ici notre communiqué rédigé dès l'annonce des attentats, au moment même de la déclaration du président français F. Hollande appelant à l'unité nationale et à la défense de la liberté d'expression et de la démocratie. Dès cet instant et devant la réaction immédiate – à peine une heure après la tuerie à Charlie – il nous est apparu très clairement que ce massacre allait être utilisé par la bourgeoisie et avoir des conséquences internationales. Les heures et les jours qui ont suivi ont confirmé notre première impression. Mais dans un premier temps, il importait surtout d'alerter la classe ouvrière – autant que nous le pouvions – devant le piège qui lui était tendu alors même que l'horreur et la barbarie du terrorisme ne pouvaient que provoquer émotion et sympathie vis-à-vis des victimes de ces assassinats.

Nous le faisons suivre d'un texte qui vise à dégager la signification et les implications historiques des attentats parisiens et de l'utilisation qu'en a fait l'État français et, avec lui, l'ensemble de la classe capitaliste internationale : une nouvelle période s'ouvre dans laquelle la bourgeoisie est décidée à affronter plus directement et massivement le prolétariat afin de lui imposer non seulement les sacrifices économiques mais, encore plus, une défaite idéologique, politique et **physique** afin de pouvoir ouvrir la voie à la guerre impérialiste généralisée. Ce texte a été rédigé le 16 janvier. Il ne prend pas en compte la venue au pouvoir de Syriza en Grèce le 25 janvier et la signification internationale de la mise en avant de gauches dites "radicales" et anti-libérales. Le succès de Syriza et la montée de Podemos en Espagne est le deuxième acte de cette offensive générale de la bourgeoisie contre le prolétariat après les événements parisiens. Ils visent à rendre crédible aux yeux des ouvriers une alternative politique démocratique de gauche et de les détourner de leur combat de classe contre la crise et l'État capitaliste, qu'il soit gouverné par la droite, la gauche, voire l'extrême-gauche et qu'il se proclame "anti-capitaliste" comme en Grèce.

Non au terrorisme, non à l'État capitaliste !

À peine 4 heures après la tuerie de plusieurs journalistes célèbres, l'attentat meurtrier de Paris de ce jour au journal satirique *Charlie hebdo* est déjà présenté comme le "**11 septembre français**". Les appels à l'unité nationale, à « faire bloc » derrière l'État démocratique pour défendre la République, se multiplient. Le président français, F. Hollande, s'est immédiatement présenté sur les lieux et a de suite appelé à l'unité nationale contre « une attaque (...) commise contre un journal – c'est-à-dire l'expression de la liberté – contre des journalistes (...) contre l'esprit de la République ». La guerre de la démocratie contre la barbarie a été déclarée : "il faut un combat national contre l'islamisme" a repris un éminent journaliste de gauche (Serge Moati). Le mot d'ordre est lancé : "défendre la démocratie et la république contre l'islamo-fascisme". D'ores et déjà, quelques heures après l'attentat, le parti socialiste appelle à une « marche des républicains » visant à entraîner la population à y participer massivement. L'ensemble des dirigeants du monde, Obama, Cameron, Merkel, Poutine, etc. dénoncent l'attentat et le terrorisme islamiste. La guerre contre l'islamisme, déjà déclarée lors des attentats d'Ottawa (Canada), de New-York et de Sydney de ces derniers mois, va être relancée et les populations vont être appelées à se rassembler derrière leur État démocratique contre le danger terroriste et totalitaire. Les campagnes anti-islamiste et anti-musulman vont redoubler alors même que les manifestations et contre-manifestations sur ce thème sont mises en avant en Allemagne. C'est un véritable climat de guerre que les bourgeoisies de tous les pays, et particulièrement en Amérique du Nord et en Europe, essaient d'imposer. Et nul doute à cette heure que ce dernier attentat marque une étape dans la mise en avant d'une grande offensive idéologique et politique au niveau international contre la classe ouvrière en vue de lui imposer une atmosphère et une logique de défense de l'État, d'unité nationale et de préparation à la guerre.

Soyons clairs : nous dénonçons ces actes de barbarie et l'usage du terrorisme. Ce n'est pas une arme de la classe ouvrière. Et surtout, le terrorisme d'aujourd'hui est toujours, directement ou indirectement manipulé et provoqué par les États à la fois comme moyen – et moment – de guerre impérialiste et, en même temps, contre la classe ouvrière : par la terreur généralisée et les mesures de répression que ces actes sanglants justifient ; et surtout par l'utilisation idéologique et politique qui en est faite et qui vise à rassembler l'ensemble des populations derrière leur État et leur bourgeoisie au nom de l'unité nationale et de la défense de l'État démocratique.

Pour la classe ouvrière, l'alternative "démocratie contre islamo-fascisme" est un piège. Le terrorisme islamiste est produit par les États démocratiques et les rivalités impérialistes exacerbées – l'organisation Human Watch a clairement mis en évidence comment le FBI recrutait et utilisait des déséquilibrés musulmans (ou pas d'ailleurs) pour commettre des attentats de "loup solitaires". Ce n'est pas l'islamisme qui attaque la classe ouvrière, mais les États capitalistes dont la plupart, surtout les principaux, sont démocratiques. Les provocations terroristes et les campagnes anti-terroristes et anti-islamique font partie intégrante des politiques des États et sont utilisées contre la classe ouvrière.

Plus le capitalisme s'enfonce dans la crise économique et les rivalités impérialistes guerrières, plus le terrorisme se développera et frappera les populations innocentes. Seule la classe ouvrière peut faire reculer les menaces de guerre et de terrorisme en développant ses luttes pour la défense de ses conditions de vie et de travail. Seule, par la destruction du capitalisme, elle peut donner une solution à cette marche à la guerre que celui-ci essaie partout d'imposer dans les esprits et dans les chairs.

Le prolétariat ne doit pas tomber dans le piège que l'État bourgeois lui tend : être avec les terroristes ou derrière lui (l'État démocratique), c'est-à-dire derrière son ennemi de toujours. Il doit le combattre plus que jamais.

Non au terrorisme, non à l'État national et démocratique ! Tous mènent à la guerre impérialiste généralisée.

Oui à la lutte ouvrière contre le capitalisme, sa misère, sa terreur, et ses guerres !

Groupe International de la Gauche Communiste, 7 janvier 2015.

Une nouvelle période s'ouvre : la bourgeoisie passe à une offensive massive contre le prolétariat mondial qui résiste à la logique du système capitaliste

Quelle signification et quelles implications peuvent revêtir les attentats terroristes sanglants des 7 et 9 janvier 2015 à Paris et, surtout, l'organisation des manifestations massives pour l'unité nationale, la défense de la liberté d'expression et de la démocratie qui ont suivi dans toutes les villes de France et dans d'autres villes et capitales du monde ? Nul doute que leur dimension dépasse largement le seul cadre national français. La mobilisation immédiate – le jour même ! – des principaux dirigeants du monde capitaliste (40 en tout !), le français Hollande bien sûr, mais aussi le britannique Cameron qui fut le premier à se prononcer dès le mercredi, l'allemande Merkel, l'italien Renzi, l'espagnol Rajoy – pour ne citer que les principaux européens –, de nombreux chefs d'État d'Afrique et d'Asie jusqu'aux "ennemis jurés" d'aujourd'hui, l'israélien Netanyahu et le palestinien Abbas, appelant des millions de personnes à manifester derrière eux dans les rues de Paris exprime, ô combien nettement, l'unité internationale des principales bourgeoisies du monde capitaliste en cette occasion – la seule fausse note apparente étant l'absence d'Obama. Les bourgeoisies ne s'unissent que pour faire face au prolétariat. C'est dire que l'événement n'est pas anodin ; qu'il marque un moment et une étape importantes ; qu'il y aura "un avant et un après". C'est dire que l'impact principal de ces jours de folie meurtrière, de nationalisme rayonnant et de campagnes médiatiques écrasantes s'adresse en priorité aux populations civiles ; c'est-à-dire principalement aux ouvriers, salariés, employés, chômeurs, qui produisent l'essentiel de la richesse sociale. Et cela au moment même où le capital en crise de plus en plus profonde et les États démocratiques s'appêtent à s'attaquer à leurs conditions de vie et de travail pourtant déjà fortement détériorées tout au long des dernières décennies, et tout particulièrement depuis la crise économique ouverte en 2008.

Pour le prolétariat international, pour les classes ouvrières de tous pays, en particulier des pays centraux du monde capitaliste, les massacres de Paris et la réponse des plus grandes puissances impérialistes et de leurs États ouvrent une nouvelle phase dans la lutte permanente entre capital et travail, entre bourgeoisie et prolétariat international.

La crise capitaliste impose ses impératifs, sa logique et ses conséquences sanglantes et barbares tels la guerre et le terrorisme

Depuis 2008 et l'éclatement de la crise financière dite "des subprimes", l'impasse économique du capitalisme est criante. Depuis, elle n'a pas cessé de se confirmer et de s'aggraver. Elle a eu pour conséquence un redoublement des attaques économiques contre la classe ouvrière partout dans le monde et un aiguisement considérable des rivalités et, surtout, des guerres impérialistes. La mécanique infernale du capitalisme en crise le pousse inévitablement, de par la concurrence économique exacerbée qui se

concentre entre chaque capital national, aux rivalités impérialistes et, surtout, dans un processus et une logique vers la guerre impérialiste généralisée opposant les grandes puissances entre elles.

« 2013 : l'échéance se rapproche et l'alternative historique est en passe de devenir de plus en plus concrète et réelle pour des milliards d'être humains et pour les classes sociales en présence. Comme le poids de la préparation de la guerre généralisée est aussi porté par le prolétariat, les luttes de résistance de celui-ci contre les effets de la crise économique tendent en même temps à s'opposer à la logique guerrière. Voilà pourquoi le cours de la lutte des classes est à des confrontations massives entre celles-ci. Ces affrontements seront aussi décisifs car selon que la classe exploitée et à la fois classe révolutionnaire en sortira défaite ou non, la dynamique de la lutte des classes issue du nouveau rapport de forces s'orientera vers un terme ou l'autre de l'alternative historique. Le prolétariat, classe du devenir, détient les clés du dilemme historique. » ([Thèses sur la situation historique](#) adoptées à la conférence de constitution du GIGC, 2013, *Révolution ou guerre* #1).

De perspective historique "plus ou moins éloignée", l'alternative qui se présente à l'humanité, **révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée**, devient aujourd'hui plus présente, plus concrète, plus "matérielle" – comme une "obligation" plus pressante – qui oriente, dicte, impose de plus en plus directement les actions et décisions des deux principales classes sociales de la société capitaliste. L'usage devenu systématique du terrorisme par la bourgeoisie en est une manifestation.

Le terrorisme plus que jamais au service de la bourgeoisie

Nous ne reviendrons pas ici sur l'histoire des groupes terroristes islamistes dont l'origine est toujours, directement ou indirectement, liée aux rivalités impérialistes, aux États des principales puissances capitalistes du monde – États-Unis en tête – jusqu'à ceux des puissances moindres mais non moins impérialistes tels l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Pakistan, etc. Pour quiconque se penche à minima sérieusement sur le sujet, la main des services secrets, particulièrement occidentaux et tout spécialement de la CIA américaine, apparaît dans la création, le financement et la manipulation (plus ou moins directe) d'Al Qaida et autres IS (sur ce point en particulier, le lecteur peut se référer à l'article des camarades de la TCI [Le massacre de Charlie hebdo](#)). Directement ou indirectement, le terrorisme est une arme des États démocratiques capitalistes et impérialistes. Il est devenu un outil, une arme, des conflits impérialistes en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique qui frappe et terrorise quotidiennement et encore plus sauvagement – si l'on peut

dire – les populations locales – et beaucoup moins les armées des grandes puissances impérialistes engagées sur place.

Nous le réaffirmons encore une fois : le terrorisme, islamiste ou non, n'a jamais été une arme de la classe ouvrière et a toujours été utilisé par la bourgeoisie contre elle. Aujourd'hui, le terrorisme, tout spécialement islamiste, est un moyen et un moment des rivalités et des guerres impérialistes et, bien souvent comme dans les attentats de Paris – mais aussi d'Ottawa, de Sydney, de New-York, de ces derniers mois, de Belgique et de France de ces dernières années –, il est aussi retourné et dirigé contre la classe ouvrière afin de la terroriser, de la diviser en semant parmi ses fractions les plus arriérées le poison du racisme – particulièrement anti-musulman – et, pour ses autres composantes, de les mystifier, de les entraîner à se regrouper derrière l'État bourgeois "démocratique anti-raciste". Tous les individus "loups solitaires" d'Amérique du Nord et "jeunes islamistes européens" étaient connus, fichés, avaient été emprisonnés même, et suivis par la police et les services de renseignement. Il est vraiment difficile de ne pas voir que les services spécialisés n'ont pas suscité, organisé, manipulé, ou au moins "laissé faire", à un degré ou à un autre, ces individus pris dans leurs logiques meurtrières et barbares. N'est-ce pas précisément ce que dénonce un rapport de l'ONG Human Rights Watch ?

« De nombreuses poursuites ont pris pour cible à juste titre des personnes impliquées dans la préparation ou le financement d'attaques terroristes, ont constaté les auteurs du rapport. Mais beaucoup d'autres s'en sont pris à des personnes qui ne semblaient pas impliquées dans des complots ou le financement d'attentats au moment où le gouvernement a commencé à enquêter sur elles. (...) Dans certains cas, le FBI a pu transformer en terroristes des individus respectueux de la loi, en leur suggérant l'idée de commettre un acte terroriste ou en les encourageant à agir. De multiples études ont constaté que près de 50 pour cent des condamnations fédérales liées à la lutte antiterroriste depuis le 11 septembre 2001 résultent d'opérations sous couverture. Dans près de 30 pour cent des cas, l'agent infiltré a joué un rôle actif dans le montage du complot. Dans l'affaire des "Quatre de Newburgh", par exemple, qui ont été accusés de préparer des attentats contre des synagogues et une attaque contre une base militaire états-unienne, un juge a déclaré que le gouvernement "avait fourni l'idée du crime et les moyens, et avait levé tous les obstacles", transformant ainsi en terroriste un homme" dont la bouffonnerie était proprement shakespearienne". Le FBI cible souvent des personnes particulièrement vulnérables, souffrant de troubles mentaux et intellectuels, ainsi que les personnes indigentes. Le gouvernement, agissant souvent par le biais d'agents infiltrés, élabore ensuite activement le complot, persuadant et même parfois faisant pression sur les cibles pour qu'elles participent, et fournissent les ressources

pour mener le complot à bien. » (Rapport en français du 21 juillet 2014 par Human Rights Watch, nous soulignons).

Il y a une ligne de continuité entre les attentats en Amérique du Nord, en Australie et en Europe. Ils ont tous les mêmes caractéristiques, celles-là même décrites par le rapport de Human Rights Watch ; le même type d'individus déjà connus de la police et les mêmes procédés ; et ils provoquent les mêmes thèmes de campagnes idéologiques internes menant à diviser la population entre musulmans-non musulmans, nationaux-immigrés ; et à entraîner les ouvriers devant le faux choix racisme-antiracisme qui prolonge celui de terrorisme "islamiste" contre anti-terrorisme.

Nous savons – parce que la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme, nous l'a enseigné – que les contradictions du mode de production capitaliste ont force de loi et s'impose à la bourgeoisie et à ses politiques. Après un siècle de déclin historique et de développement inouï des contradictions économiques et impérialistes et du totalitarisme étatique, nous savons que le terrorisme est devenu une des formes principales des antagonismes impérialistes et est utilisé par **tous** les États. Ô combien la deuxième partie du 20^e siècle nous l'avait déjà enseigné ! Nous savons aussi que la bourgeoisie n'hésitera pas une seconde, quand le danger est majeur pour elle et son système, à l'utiliser de manière directe et sanglante contre la classe ouvrière, particulièrement dans une période révolutionnaire. Souvenons-nous de l'assassinat de Rosa Luxemburg en 1919 en Allemagne et avec elle de milliers et de milliers d'ouvriers révolutionnaires !

Le terrorisme utilisé pour renforcer l'arsenal de répression contre la classe ouvrière

Mais, le terrorisme, aujourd'hui le terrorisme dit "islamiste", sert aussi de prétexte au renforcement de l'appareil de répression de l'État totalitaire. Laissons de côté ici la pression incroyable qui est faite par le gouvernement français et l'appareil d'État (qui a financé le tirage du journal à 7 millions d'exemplaires !), relayée à profusion par les médias, pour imposer le badge "je suis Charlie". Quiconque se refuse à affirmer "je suis Charlie", voire à refuser de porter le badge, quelle qu'en soit la raison, est aussitôt accusé, culpabilisé, voire sanctionné à l'école et au lycée pour les jeunes, sur les lieux de travail pour les salariés pour indignité nationale et complicité, voire apologie du terrorisme ! De jeunes adolescents stupides sont condamnés à plusieurs mois de prison pour avoir proféré des imbécillités et des insultes racistes ou terroristes. D'autres, à peine plus âgés, encore plus idiots, au même niveau que les racistes "de droite", sont licenciés pour faute grave.

L'important n'est pas là. Tout comme le 11 septembre américain avait été l'occasion d'instaurer le *Patriot Act* (légitimant entre autres les emprisonnements à Guantánamo), le "11 septembre français" voit des

politiciens bourgeois en appeler aux mêmes mesures, à l'adoption d'un *Patriot Act* à la française, quand d'autres se lancent dans la surenchère : un ancien ministre de Sarkozy appelle à envoyer l'armée dans les banlieues... "musulmanes". Les législations européennes vont être une nouvelle fois modifiées de sorte que les polices européennes puissent surveiller encore plus Internet et les échanges "privés" (mails, Skype, réseaux sociaux, etc.). Comme les consultants télé anciens policiers ou agents secrets le reconnaissent eux-mêmes, cela n'empêchera pas d'autres attentats terroristes. Par contre, nous le savons, cela renforcera la surveillance et le contrôle de tous les secteurs de la société et, tout particulièrement de la classe ouvrière et les "opposants" politiques anti-capitalistes. Outre les discours appelant à l'unité nationale avant la minute de silence sur les lieux de travail suite aux assassinats de *Charlie*, la surveillance et la répression dans les entreprises, sur les lieux de travail vont être renforcées : en Allemagne, « *le journal Der Spiegel a rapporté que la société Daimler avait comparé les noms, les adresses et les dates de naissance de tous ses 280 000 employés dans le monde avec les données des listes de terroristes de l'Union Européenne et des États-Unis de manière à contribuer "au combat contre le terrorisme". Le comité d'entreprise [c'est-à-dire le syndicat] de Daimler a explicitement approuvé cette disposition (...). Les employés qui apparaissent sur une des listes terroristes seront "libérés", c'est-à-dire renvoyés. (...) Ces listes sont créées par les services secrets. Ils décident qui est un "suspect terroriste" malgré le fait que beaucoup de "suspects" se retrouvent sur de telles listes juste parce qu'ils ont un nom similaire.* » (www.wsws.org, D. Henning, 13/1/2015).

C'est donc tout un arsenal répressif qui se met en place dont la cible principale n'est pas tant la lutte contre le terrorisme que de préparer l'appareil d'État à réprimer la classe ouvrière et ses minorités politiques révolutionnaires.

Les manifestations racistes et anti-racistes contre l'unité de la classe ouvrière

Les tueries à *Charlie Hebdo* et au magasin juif de Paris qui prolongent la série de meurtres et d'attaques terroristes au Canada, aux États-Unis, en Australie de ces derniers mois, viennent encore plus alimenter, renforcer et provoquer des sentiments racistes, anti-musulmans, dans les populations (y compris dans les couches les plus arriérées du prolétariat) et, en retour, des contre-manifestations anti-racistes sur le terrain démocratique et étatique. C'est particulièrement évident en Allemagne depuis quelques mois avec les manifestations hebdomadaires à Dresde par l'organisation PEGIDA auxquelles ont répondu des contre-manifestations de rue appelées par... Merkel elle-même. C'est dans toute l'Europe, à différents niveaux selon les situations nationales, que la bourgeoisie joue et exacerbe à la fois le sentiment raciste et anti-musulman et anti-immigré et pousse de l'autre côté à ce que les populations, les "citoyens", descendent dans la rue au nom de l'anti-racisme et de la démocratie. Nombre de manifestations

racistes et anti-immigrés ont eu lieu comme ces derniers mois en Italie et en Grèce. PEGIDA lui-même s'étend à d'autres pays : « *Outre l'Espagne, Pegida a des ramifications naissantes ou annoncées en Autriche, en Norvège, en Suède et en Suisse* » (*Libération*, 14/1/15). Et nul doute que les contre-manifestations anti-racistes sur le terrain bourgeois vont aller de pair avec cette "extension internationale" de PEGIDA.

Le même phénomène a vu le jour aux États-Unis même si c'est sous un prétexte un peu différent mais qui ne change pas la nature de l'offensive idéologique et politique : suite au meurtre d'un jeune noir dans la petite ville de Ferguson au Missouri, la répétition des meurtres de jeunes noirs, voire d'enfants, et l'absence de poursuite judiciaire contre les policiers ayant tué ne pouvaient avoir qu'un caractère délibérément provocateur et pousser à des manifestations. Sans revenir en détail sur le cours des événements, manifestations, émeutes et pillages, répression accrue, et orchestration médiatique, il est clair que l'État américain a joué des deux moments, meurtres et décision de justice d'une part, et manifestation de l'autre pour créer un climat lourd opposant noirs et blancs – « *Le 6 octobre, des manifestants interviennent pendant le match hors-compétition de la ligue de base-ball Cardinals-Dodgers Major. Ils sont hués et reçoivent des insultes : "Allez travailler", "Retournez en Afrique" »* selon *The New-Yorker*, 15 octobre 2014 – et cherchant à mobiliser autour de l'État pour une police démocratique. Au moment même où nous écrivons, une semaine après les assassinats de Paris, les journaux télévisés de Fox News vus par des millions d'américains relancent avec violence ces campagnes racistes. Ils présentent des villes comme Birmingham en Grande-Bretagne comme exclusivement musulmanes et Paris avec des "no-go zones", des quartiers arabes où la police et les "européens" – entendez les "blancs" – ne peuvent pas pénétrer et où toutes les femmes sont voilées alors que les hommes affichent des tee-shirts avec l'effigie de Ben Laden. Outre d'entretenir les sentiments anti-européens (et encore plus anti-américains en Europe même devant le ridicule et l'outrance délirante et leur médiatisation) à des fins nationalistes et impérialistes, cette campagne télévisée participe à plein à l'extension du racisme et du sentiment raciste anti-arabe.

Une journaliste très connue d'une des principales chaînes de télévision française, Laurence Haim, en poste aux États-Unis et malgré une grande expérience, n'a pas compris pourquoi on la poussait à aller à Ferguson et pourquoi ensuite elle était critiquée. Ce qu'elle dit est hautement révélateur à la fois de la réalité de Ferguson et de leur mise en scène et de la réalité manipulatrice des médias bourgeois :

« *C'est une hystérie médiatique que j'ai rarement connue. Je refuse de partir. Et le lundi soir, comme annoncé, ça pète. CNN fait un breaking sur sa reporter qui s'est pris un pavé dans la tête. Le breaking dure 2 heures en boucle : "Notre reporter s'est pris un pavé sur la tête". Là, j'appelle des producteurs américains de confiance*

pour leur demander :

- “ Mais c’est vraiment la guerre à Ferguson ? ” et ils me répondent “Écoute, c’est vraiment très compliqué, il y a 500 caméras, il y a 3 immeubles qui brûlent, mais comme c’est construit en papier mâché, ça fait des grosses flammes, et on est tous en direct”.

Je leur demande, “Mais il y a combien de personnes dans la rue, combien qui manifestent contre le racisme ?”

- “ Bah c’est un peu compliqué car il y a la famille qui était devant le tribunal en disant qu’il fallait tout casser, mais objectivement il n’y a que 50-80 personnes. Des pilleurs qui mettent le feu et fracassent des vitrines pour piquer des télé ” Et là je dis “ Mais vous le dites ça ? ”

- “Bah les images, c’est beau, c’est impressionnant” ». (Laurence Haim, <http://limportant.fr/>).

Nous assistons donc à une offensive d’ampleur au niveau international contre la classe ouvrière à partir des attentats terroristes visant à la fois à la diviser, à la piéger dans des fausses alternatives et à l’entraîner dans le soutien à l’État capitaliste démocratique.

Une offensive de la bourgeoisie contre la résistance du prolétariat à la logique du système capitaliste

L’orchestration des manifestations américaines contre la répression policière raciste s’est faite au lendemain des manifestations massives et répétées au Mexique contre les assassinats et les disparitions de dizaines de jeunes à Iguala-Guerrero. Si les premières ont été présentées comme la suite du mouvement mexicain, il n’en est rien. Ou plutôt elles y répondent, en s’opposant, en se situant sur un autre terrain de classe, sur le terrain racial et anti-raciste, de la division noir-blanc et sur la démocratisation de la police américaine ; dans le cadre et en soutien à l’État. Les manifestations au Mexique s’inscrivaient dans une autre dynamique et sur un autre terrain : plus elles se développaient et s’étendaient au pays, plus elles dénonçaient l’État comme un tout : son gouvernement, ses gouverneurs et caciques régionaux et locaux, le parti au pouvoir (le PRI) mais aussi tous les autres partis tel le parti de gauche PRD, la police, l’armée et la justice. C’est-à-dire que la dynamique du mouvement initié par l’émotion, la colère et l’indignation, tendait à se situer contre l’État bourgeois et à prendre une dimension éminemment prolétarienne. Rien de cela dans les petites (comme l’a révélé la journaliste française) manifestations de Ferguson qui ont vite tourné à l’émeute et au simple pillage et encore moins dans les manifestations ayant eu lieu dans les autres villes américaines qui, à notre connaissance, se sont toutes situées sur le terrain de la démocratie bourgeoise.

Le mouvement au Mexique se situe dans la dynamique des luttes ouvrières de ces derniers mois⁵ et années. C’est cette poussée générale, aussi censurée et tue soit-elle par les médias, qui a donné l’énergie à ces réactions “mexicaines” pour se situer sur un terrain clairement anti-capitaliste. Depuis 2008, il y a eu une multitude de mobilisations et de

manifestations ouvrières contre les effets de la crise sur tous les continents. Le fait que la plupart aient été passées sous silence par les télévisions et journaux et soient restées contrôlées et maîtrisées par les États, tout particulièrement par les syndicats, ne change rien au fait qu’une dynamique lente de combativité et de résistance à la logique capitaliste se confirme et se développe. Bien au contraire, la censure sur les luttes et l’organisation souvent préventive de grandes journées d’action syndicale “nationale” et de manifestation de rue – tout spécialement en Europe occidentale – montre bien que la résistance ouvrière, aussi insuffisante soit-elle, est une réalité et un obstacle majeur pour la bourgeoisie. En effet, non seulement elle est contrainte à toujours plus aggraver l’exploitation du travail du fait de la crise mais aussi du fait des nécessités de dépenses militaires et d’armement qu’exigent les rivalités impérialistes croissantes. Et surtout, la perspective de guerre impérialiste généralisée contenue dans la situation actuelle du capitalisme requiert des sacrifices économiques toujours plus importants et redoublés et une adhésion “active” des grandes masses du prolétariat international aux principales mystifications idéologiques bourgeoises. Cette adhésion vise à ce que la classe révolutionnaire accepte, outre les sacrifices – y compris physiques –, de se regrouper derrière l’État national et la bourgeoisie – bien souvent au nom de “la défense de la démocratie contre la barbarie” comme ce fut le cas en 1914 et en 1939. La persistance de luttes de la classe ouvrière en défense de ses intérêts de classe sur tous les continents et pratiquement tous les pays – quelle qu’en soit la force – représente une entrave à la marche à la guerre généralisée dans laquelle le capitalisme doit s’engager. L’expérience historique, en particulier celle des années 1930, nous montre que, pour aller à la guerre généralisée, le capital doit affronter le prolétariat et lui infliger une défaite “historique”, c’est-à-dire non seulement aux niveaux économique, idéologique et politique mais aussi au minimum une série de défaites physiques sanglantes comme en Allemagne, en Russie, en Espagne dans les années 1920 et 1930 ; et éteindre ainsi toute dynamique de résistance ouvrière significative (même si celle-ci ne disparaît jamais complètement, y compris dans les périodes les plus noires comme, par exemple, durant la 2^e Guerre mondiale). Voilà pourquoi nous parlions de “cours historique”, ou dynamique, vers des confrontations massives entre les deux principales classes antagonistes du capitalisme.

Les attentats de Paris et leur suite, c’est-à-dire la réaction des États, l’organisation de la manifestation parisienne mais aussi le développement des manifestations racistes-anti-racistes⁶, montrent que ces confrontations massives entre bourgeoisie et prolétariat commencent. Ils montrent que la bourgeoisie, européenne en tête, a pris l’initiative d’engager cette épreuve de force contre le prolétariat

5 . cf. l’article *Luttes ouvrières* page 12.

6 . Et la mise en avant de partis de gauche “radicale” suite à la victoire électorale de Syriza en Grèce et l’organisation – et la reprise éclatante par tous les médias internationaux – de la grande manifestation de Podemos à Madrid, ce 31 janvier, le jour même où nous “arrêtons” les articles de cette revue (note postérieure à la rédaction de l’article).

international, de provoquer ces confrontations massives, poussée qu'elle est par l'urgence due à l'aggravation de la crise économique et à l'exacerbation des rivalités impérialistes qui en résulte. Le fait que les principales bourgeoisies, celle des principales puissances impérialistes, s'affichent unies – jusque dans la rue ! – en cette occasion indique clairement la dimension anti-prolétarienne de ces journées parisiennes : les impérialismes rivaux ne font taire et passer au second plan leurs antagonismes que face à la classe ouvrière. C'est un des enseignements que nous a livré la Commune de Paris et qui fut confirmé, ô combien !, au cours de la vague révolutionnaire prolétarienne de 1917 à 1923 aussi bien en Russie qu'en Allemagne.

La faiblesse historique de la bourgeoisie face aux confrontations de classes massives

Est-ce à dire que la défaite ouvrière est inéluctable à l'issue de la période qui s'ouvre et que la bourgeoisie va réussir à soumettre complètement la classe ouvrière et l'entraîner derrière les États, lui faire quitter son terrain de classe et lui infliger une défaite sanglante ? Loin s'en faut. Contrairement à ce que beaucoup peuvent croire à première vue, en restant soit à la surface des choses, soit en restant prisonniers d'une vision mécanique, voire statique, la bourgeoisie n'aborde pas cette phase en situation favorable **au niveau historique ; objectivement** si l'on préfère. Et le succès immédiat dans l'utilisation des meurtres parisiens et de la marche du 11 janvier ne remet pas en cause cette appréciation.

D'abord nous n'en sommes qu'au tout début et janvier 2015 ne constitue que le premier épisode, la première initiative, de ces confrontations. D'ores et déjà, et malgré l'unité nationale et internationale affichée, des signes de contradictions au sein de la classe dominante ont surgi : l'incapacité de la bourgeoisie française à intégrer le Front National d'extrême-droite (30 % des électeurs selon les sondages) à la manifestation de Paris ; et l'absence d'Obama à cette même manifestation. Loin de s'interrompre ou de perdre en intensité, ce mois de janvier voit tout de suite réapparaître les intérêts divergents au sein de la classe dominante ; on voit donc une relance et une accentuation des guerres et interventions militaires mettant aux prises les grandes puissances : Ukraine, Mali, Libye, Irak, Syrie, etc. De l'autre côté de la barricade de classe, les semaines et les mois vont confirmer que la classe ouvrière continue à lutter contre les différentes attaques économiques de tous ordres déjà annoncées ; et qu'ainsi elle tourne le dos à "l'unité nationale". Dans ce sens, si la manifestation de Paris a représenté un succès immédiat en ayant réussi à faire défiler des millions de gens derrière 40 chefs d'État (c'est inédit depuis 1945), et si nombre de prolétaires ont pu y participer comme individu, il n'y a pas à eu de participation en tant que classe ouvrière, sinon comme "citoyen français", malgré l'appel des syndicats dits "ouvriers" à y participer. Si la classe dominante affiche qu'elle va disputer la rue aux manifestations ouvrières contre la crise et contre le

capitalisme, elle n'a pas encore les moyens de faire manifester derrière elle la classe ouvrière comme telle, avec un sentiment mystifié et dévié d'appartenance de classe, comme elle avait pu le faire dans les années 1930 – en grande partie grâce aux partis staliniens de masse.

De manière plus générale, hormis la défense de la démocratie et de la nation déclinée sous diverses variantes en fonction des moments et des lieux, les idéologues et propagandistes bourgeois vont de moins en moins pouvoir défendre efficacement que les sacrifices immédiats sont nécessaires pour la prospérité de demain et la paix... alors même que la crise dure depuis 40 ans sans discontinuer et s'accélère dramatiquement aujourd'hui ; alors même que les guerres se multiplient et s'étendent sur tous les continents. C'est l'aspiration à la paix après la boucherie des tranchées et sa "possibilité" immédiate sur laquelle les classes dominantes ont joué avec efficacité pour détourner d'importantes fractions du prolétariat de l'action révolutionnaire à partir de 1919 en Allemagne et en Europe occidentale. C'est la baisse – relative – du chômage et donc la perspective d'un renouveau économique, d'une prospérité capitaliste, qui a aussi permis à la bourgeoisie – le New Deal et le Front populaire en France, le plein emploi sous le nazisme en Allemagne, tous préparant la guerre impérialiste généralisée – de calmer les réactions de classe (les grèves de mai-juin 1936 en Belgique et France, les manifestations et émeutes massives de chômeurs aux États-Unis) et de les réduire en maintenant leur contrôle par les partis socialistes et surtout les PC staliniens. C'est-à-dire que, dans la période qui commence, la classe dominante capitaliste ne pourra pas jouer sur la perspective de paix ou bien de prospérité pour masquer la faillite historique du capitalisme.

Aujourd'hui, crise capitaliste et guerre impérialiste se présentent en même temps et apparaissent ouvertement comme se nourrissant l'un l'autre. Cela fragilise l'influence de l'idéologie capitaliste et limite sa capacité immédiate pour entraîner durablement l'ensemble du prolétariat derrière l'État capitaliste et la classe dominante. Le fait que celle-ci prenne délibérément l'initiative de confrontations massives contre le prolétariat n'est pas, in fine, l'expression de sa force mais de sa faiblesse historique ou, si l'on préfère, de ses difficultés et contradictions historiques.

Le prolétariat international doit aller plus loin contre le capitalisme

Dans cette confrontation historique, et contrairement aux apparences d'une vision statique, photographique, que la lenteur et les limites des luttes ouvrières jusqu'à aujourd'hui ont pu aussi nourrir, la situation historique qui voit crise et guerre se présenter en même temps joue **historiquement, objectivement**, en faveur du prolétariat. En effet, à ce jour, même si ses luttes immédiates ne remettent pas en question le capitalisme et sa logique de misère et de mort, la classe ouvrière lorsqu'elle se mobilise, se maintient sur son terrain de classe anti-capitaliste, contre l'État bourgeois. **C'est fondamental.**

C'est précisément ce qui entrave la marche à la guerre de la bourgeoisie et qu'elle veut éliminer maintenant au plus vite. C'est le cas, bien sûr en Europe occidentale centre historique du capitalisme. Mais c'est aussi le cas dans des pays où la tradition et l'expérience ouvrières sont moindres.

C'est ce que sont venues exprimer, par exemple, les manifestations prolétariennes au Brésil durant la coupe du monde de foot et récemment au Mexique contre les massacres perpétrés par les partis au pouvoir et l'État. Ne nous y trompons pas, l'orchestration directe ou indirecte des manifestations de rue racistes et anti-racistes en Allemagne et en Europe, les manifestations autour des meurtres racistes de Ferguson aux États-Unis, et bien sûr les manifestations qui ont eu lieu en France dès le 7 janvier au soir jusqu'à celle du 11, essaient précisément de répondre de manière offensive et agressive sur un terrain bourgeois à ces manifestations particulières de résistance ouvrière.

Évidemment, lorsque nous affirmons que la situation **historique** est favorable au prolétariat, cela ne veut pas dire que la voie à la révolution est ouverte et inéluctable. Cela veut dire qu'il **peut** sortir "vainqueur" des confrontations massives qui commencent et que la bourgeoisie internationale a pris l'initiative d'entamer. Sortir "vainqueur" de cette phase signifie pour la classe révolutionnaire qu'elle réussira à bloquer la bourgeoisie dans ses projets de misère et de guerre généralisées et qu'ainsi elle créera les conditions pour l'ouverture d'une période révolutionnaire. Mais pour cela, encore faut-il qu'elle surmonte les faiblesses qu'elle continue à manifester. Si, lorsqu'elle lutte, elle se maintient sur son terrain de classe, il n'en reste pas moins qu'à ce jour, elle ne réussit pas à faire reculer les attaques économiques qu'elle subit (ni la mise en place de mesures de répression anti-ouvrières tant dans la rue que sur les lieux de travail). Cette faiblesse réside pour l'essentiel non dans sa volonté de lutte et de résistance, mais dans son incapacité à hisser son combat au niveau politique ; c'est-à-dire à assumer l'affrontement politique pour la direction de ses luttes contre les forces, syndicales et politiques de gauche principalement, qui les entravent et les sabotent ; aujourd'hui, plus concrètement, pour l'organisation de l'extension de ses mobilisations et leur unité contre les forces qui s'y opposent. Dans ce sens, et pour donner un exemple, l'éclatement de grèves sauvages en Belgique, octobre 2014⁷, et les affrontements violents avec la police et les dockers anversois, métallos de Wallonie, et autres travailleurs, lors de la manifestation ouvrière du 6 novembre à Bruxelles, montrent en partie la voie à suivre. En partie seulement, car ces expressions "spontanées" n'ont pas été encore suivies – à notre connaissance – de prise en main consciente et déterminée de ce combat soit par des initiatives d'organisation et de regroupement, soit par l'extension et le développement de la grève que les

journées d'action syndicale planifiées à l'avance visaient à empêcher et ont réussi à étouffer à ce jour.

C'est donc au niveau politique, c'est-à-dire "conscient", que réside la faiblesse principale du prolétariat aujourd'hui. Elle affecte les grandes masses de la classe ouvrière mais aussi, et plus particulièrement, ses secteurs et minorités les plus combattives et les plus conscientes. Dernier exemple de cette faiblesse : les ouvriers cheminots, dockers, métallos, les plus déterminées des grèves sauvages et des manifestations de Belgique n'ont pas réussi – encore une fois à notre connaissance – à lancer des mots d'ordre d'extension et d'unité, par exemple lors de la manifestation de Bruxelles, et à se regrouper en comité ou assemblée dans ce but ou dans celui de garder des contacts entre eux et de préparer les grèves de demain.

Pendant, d'autres exemples de luttes ouvrières font la preuve que le prolétariat fait des avancées significatives, ces derniers mois, au niveau de sa conscience : ceux qui se sont battus clairement contre l'État et sa force de répression au Mexique, sans oublier ceux qui, plus tôt, se sont fortement opposés au gouvernement de gauche au Brésil.

Mais cette faiblesse politique ou de "conscience" s'exprime encore plus sans doute au niveau des minorités révolutionnaires et communistes. Là aussi, dans cette dimension particulière et essentielle de la lutte des classes, il y a un enjeu et une bataille parallèle, si l'on peut dire, à celle que la bourgeoisie a décidé aujourd'hui de livrer à la classe exploitée et révolutionnaire comme un tout.

La nouvelle période va accélérer la recomposition du milieu révolutionnaire

Une vision photographique, statique, ne peut que renvoyer l'image de la dispersion et des hésitations politiques des minorités révolutionnaires qui les rendent en grande partie inaudibles et inefficaces. Le constat est juste en soi tant pour le milieu révolutionnaire comme un tout que pour le camp prolétarien, c'est-à-dire au moins pour les groupes et organisations politiques se réclamant de la Gauche communiste internationale. Néanmoins une vision dynamique nous permet de situer cette faiblesse à son niveau réel : l'offensive générale de la bourgeoisie ne peut que précipiter une recomposition des minorités communistes et révolutionnaires qui a déjà commencé sous les coups de la crise et des rivalités impérialistes.

Ce n'est pas un hasard si d'ores et déjà le milieu révolutionnaire international voit des cercles et des groupes surgir, certains en rupture avec le gauchisme, d'autres sans expérience, dans différents pays et sur tous les continents – nous ne pouvons en dresser de liste ici ; et si le "vieux" camp prolétarien lié à la Gauche communiste se trouve déjà ouvertement dans un processus de recomposition. L'accélération de l'évident délitement du Courant Communiste International qui se trouve en état de crise interne permanente depuis plus 2001 – lui-même le reconnaît et l'écrit – en est la manifestation la plus criante

7 . cf. dans ce numéro notre communiqué sur les luttes en Allemagne et Belgique du 20 octobre 2015, page 14.

et la plus négative. On peut y ajouter la disparition ou la dispersion de groupes de la mouvance conseilliste comme *Perspectives Internationalistes* actant ainsi leur impuissance définitive face à la bataille entre les classes qui s'ouvre. Mais le maintien et l'affirmation de la Tendance Communiste Internationaliste sur ses positions de classe malgré ses hésitations manifestes pour assumer avec détermination et dynamisme sa place centrale au sein de ce camp, la réaffirmation lente mais réelle des groupes bordiguistes, et, nous avons cette prétention, la constitution de notre groupe, constituent des signes, parmi d'autres certainement, de force du prolétariat. De nouvelles lignes de regroupement, de débat et de fracture ont déjà commencé à se définir au sein du milieu révolutionnaire et même au sein de ce camp prolétarien ; et elles ne pourront que s'affirmer d'autant plus violemment que la lutte des classes prend maintenant une dimension plus aiguë et plus âpre. D'ores et déjà, l'impact des attentats de Paris et de leur signification historique provoquent des interrogations et des débats qui interpellent directement les groupes et organisations révolutionnaires et politiques sur leur prise de position et sur leur compréhension de l'événement. Nul doute que la période qui s'ouvre et le déchaînement de l'offensive bourgeoise, y compris l'intensité nouvelle et la dramatisation des événements de la lutte des classes, vont accélérer cette recomposition et nouvelle définition du milieu révolutionnaire et du camp prolétarien.

L'enjeu de cette bataille particulière : faire que cette phase de confrontations massives entre les classes ouvre, sur la base d'un prolétariat émergent, au minimum les conditions matérielles, c'est-à-dire théoriques, politiques et organisationnelles, pour la constitution de l'indispensable parti communiste de demain, comme expression la plus haute de la conscience de classe et donc comme organe de direction politique du prolétariat.

La nouvelle période qui s'ouvre ne va pas simplement donner lieu à un redoublement des attaques capitalistes contre la classe ouvrière qui se contenteraient de répondre, mécaniquement, aux impératifs de plus en plus exigeants de la crise capitaliste et de la guerre impérialiste. Les attentats de Paris et l'utilisation idéologique et politique qui en a été faite signifient que la classe dominante va mener une politique beaucoup plus agressive et frontale contre le prolétariat en alimentant et provoquant un climat et des événements de tensions de plus en plus extrêmes, tels les attentats terroristes, les manifestations racistes

violentes, l'exacerbation des affrontements d'ordre racistes, nationalistes, sécuritaires, en dramatisant au maximum toutes les expressions de division et de confrontation qui ne soient pas de classe. Pour le prolétariat international, le danger et le piège est de se laisser impressionner et terroriser par tous les actes barbares et sanglants que la bourgeoisie va utiliser, d'abandonner sa résistance et son opposition au capitalisme et à son État pour se regrouper sous telle ou telle bannière et mot d'ordre nationaliste et démocratique derrière ce dernier.

Voilà donc, au lendemain des événements sanglants de Paris, face à ce qui est une déclaration de guerre de la bourgeoisie internationale, quels sont les enjeux pour le prolétariat international comme un tout, pour les fractions les plus combattives d'ouvriers, et pour les minorités révolutionnaires et communistes en particulier.

Non au terrorisme, non au front anti-terroriste ! Non au racisme anti-musulmans ou anti-immigrés, non au front anti-raciste ! Non à l'unité nationale ! Non à la défense de l'État capitaliste démocratique ou non ! Non à la défense de l'impérialisme de chaque pays !

D'ores et déjà les ouvriers doivent se regrouper autour des mots d'ordre généraux suivants :

Résistons à la crise capitaliste et aux appels aux sacrifices :
Oui à la lutte ouvrière contre le capitalisme et ses attaques ! Défendons nos revendications ouvrières, salaires, emplois, conditions de travail !

Nos intérêts comme salariés ou chômeurs, comme exploités, sont les mêmes partout et quelles que soient nos origines et notre couleur de peau : **Immigrés-non immigrés, musulman-non musulmans, noirs et blancs, nous sommes tous exploités !**

Étendons et unifions nos luttes à toutes les catégories, à tous les secteurs et par-delà les frontières ! Regroupons-nous et rendons coup pour coup aux attaques du capital !

Le capitalisme en crise veut nous amener à la misère et à la mort dans une guerre impérialiste généralisée : détruisons le capitalisme ! Que vienne rapidement le véritable communisme (qui est l'opposé du stalinisme), une société mondiale sans exploitation, sans classe, sans misère et sans guerre !

Jonas/ RL, 16 Janvier 2015

Commentaires critiques à propos du texte sur la situation internationale : « Une nouvelle période s'ouvre... »

Nous publions ici la contribution d'un camarade du GIGC qui exprime des commentaires critiques sur la prise de position du texte précédent : Une nouvelle période s'ouvre... La réserve essentielle du camarade porte sur le fait qu'il est imprudent et prématuré d'affirmer que la réponse de la bourgeoisie française et internationale aux attentats de Paris manifeste l'ouverture d'une nouvelle période – ou phase – dans la dynamique de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat.

Nous présentons ce débat interne publiquement afin de favoriser la réflexion et la confrontation politiques. Nous appelons l'ensemble de nos lecteurs et les groupes communistes à y prendre part.

Est-ce que les attentats de Paris et leur suite sont le signal de l'ouverture d'une nouvelle période historique marquée par une augmentation dans la confrontation entre le prolétariat et la bourgeoisie ?

La mystification idéologique est une caractéristique permanente de la société capitaliste. La classe dominante est contrainte de réaffirmer régulièrement les notions d'identité nationale et raciale tout comme d'élever au niveau de principe éternel la liberté d'expression qui existe dans le domaine de l'échange. Il n'est donc pas surprenant qu'un événement, spécialement aussi choquant qu'un massacre, soit exploité pour réaffirmer l'idéologie nationaliste et démocrate. Ceci est important en période de crise, car la bourgeoisie est forcée par la logique de la concurrence capitaliste d'intensifier l'exploitation et d'imposer un programme d'austérité. Face aux attaques sur leurs conditions de vie, les illusions des prolétaires sur la démocratie libérale et sur la prospérité capitaliste commencent à s'user. Cependant, comme l'expérience passée le montre, le simple fait de résister aux attaques économiques, même quand c'est combatif et en-dehors du cadre des syndicats, n'est pas une garantie d'issue favorable du point de vue de la classe ouvrière. Un exemple en est la vague de grèves et de manifestations en Europe de la fin des années 1960 et 70 qui ont été soit directement écrasées – le cas en Pologne et Tchécoslovaquie – ou bien découragées à cause d'une insuffisante maturation de la conscience politique au sein de la classe dont la lutte restait au niveau économique. C'est ce qui s'est passé dans le cas des mineurs en Grande-Bretagne sous le gouvernement Thatcher. Un autre aspect à considérer est l'attrait des fausses alternatives, en particulier celles qui sont mises en avant par la gauche "radicale". À partir de l'augmentation de la combativité parmi les prolétaires dans les années 1970 dans les luttes économiques, le CCI en a déduit et théorisé à l'époque que les années 1980 étaient les "années de vérité" qui mèneraient soit à la révolution mondiale soit à la guerre mondiale. Le CCI d'alors sous-estima la capacité de la bourgeoisie à anticiper et à maîtriser la crise.

La principale différence politico-économique entre la situation d'il y a 30-40 ans et celle d'aujourd'hui est le niveau de financiarisation de l'économie globale, elle-même une réponse à la crise capitaliste et à la combativité de la classe ouvrière dans ses luttes économiques. La bourgeoisie a maintenant moins de cartes à jouer. Elle ne peut pas gagner du temps en jouant sur l'investissement

spéculatif pour créer l'illusion de la prospérité de la même manière qu'elle l'a fait durant les années 1970. De ce point de vue, la situation n'est pas aussi objectivement favorable pour la bourgeoisie qu'auparavant. D'autre part, elle développe continuellement les moyens physiques et légaux de répression étatique qui deviennent de plus en plus les outils favoris de réponse de la classe capitaliste aux luttes ouvrières. Nous le voyons avec la militarisation de la police en Amérique du Nord et l'adoption de législation anti-terreur à l'échelle mondiale, y inclus au Canada, tout comme avec l'approche brutale utilisée par la police en Turquie et au Brésil contre les manifestants. De même, l'influence de fausses alternatives – Podemos, Syriza, Québec Solidaire, les formations staliniennes rénovées et modernisées dans le monde – au développement de la lutte de classe est difficile à prévoir et nous devrions être plus prudents avant de déclarer le début d'une nouvelle période.

Alors que la mobilisation de masse des prolétaires derrière la bourgeoisie dans les rues de Paris est une indication de l'offensive idéologique de la classe dominante, le rapport de force entre les classes est aujourd'hui ambiguë. La situation est contradictoire. En certains endroits, la logique de l'État-nation prévaut et la classe dominante réussit à focaliser la colère de la classe ouvrière sur quelque influence extérieure supposée corrompre la communauté organique nationale démocratique. En d'autres endroits, la bourgeoisie est forcée de s'affronter à une classe ouvrière combative et ré-émergente.

« Dans ce sens, si la manifestation de Paris a représenté un succès immédiat en ayant réussi à faire défiler des millions de gens derrière 40 chefs d'État (c'est inédit depuis 1945), et si nombre de prolétaires ont pu y participer comme individu, il n'y a pas à eu de participation en tant que classe ouvrière, sinon comme "citoyen français", malgré l'appel des syndicats dits "ouvriers" à y participer. Si la classe dominante affiche qu'elle va disputer la rue aux manifestations ouvrières contre la crise et contre le capitalisme, **elle n'a pas encore les moyens de faire manifester derrière elle la classe ouvrière comme telle**, avec un sentiment mystifié et dévié d'appartenance de classe, comme elle avait pu le faire dans les années 1930 » (Une nouvelle période s'ouvre...).

Est-ce que cela n'indique pas une faiblesse plutôt qu'une force du prolétariat par rapport à la bourgeoisie ? La bourgeoisie française n'a même pas eu besoin d'entraîner la classe ouvrière derrière elle en appelant à « un sentiment

mystifié et dévié d'appartenance de classe ». Il a suffi de les appeler comme citoyens français et d'en appeler à leur désir de protéger les valeurs républicaines françaises. Cela veut dire que nous n'en sommes même pas au niveau de la conscience de classe en soi.

En outre, je pense qu'il est dangereux d'être excessivement optimiste sur la capacité de la classe ouvrière à résister à la marche de la bourgeoisie vers la guerre. L'époque des armées de masse appartient au passé. Les intérêts impérialistes concurrents ont passé des années à empiler les moyens de destruction les plus modernes. Le danger de mutinerie n'est pas aussi présent que dans les guerres du passé, les rivaux s'appuyant au contraire sur les unités idéologiquement les plus sensibilisées de soldats d'élite, contrairement à des armées massives de conscrits, pour mener leur travail sanglant. En fait, la technologie existe déjà pour créer des drones autonomes qui peuvent sélectionner et détruire des cibles indépendamment de la supervision humaine. Il y a une tendance à l'intensification de la technologie militaire qui est parallèle au changement du travail à la production intensive du capital et qui est motivée par le même impératif : celui de la concurrence capitaliste. D'autre part, malgré l'intensification de la technologie militaire, la guerre moderne a encore besoin de l'infanterie. Face à la perspective d'être utilisées comme chair à canon dans les guerres pour le profit, même les unités militaires professionnelles les plus patriotiques peuvent envisager la mutinerie.

« De manière plus générale, hormis la défense de la démocratie et de la nation déclinée sous diverses variantes en fonction des moments et des lieux, les idéologues et propagandistes bourgeois vont de moins en moins pouvoir défendre efficacement que les sacrifices immédiats sont nécessaires pour la prospérité de demain et la paix... alors même que la crise dure depuis 40 ans sans discontinuer et s'accélère dramatiquement aujourd'hui ; alors même que les guerres se multiplient et s'étendent sur tous les continents. » (idem).

N'est-ce pas là une indication de la faiblesse relative du prolétariat ? Que malgré l'efficacité réduite des arguments sur la nécessité des sacrifices, nous continuons à voir les guerres se multiplier et s'étendre ? Que malgré la banqueroute croissante de la justification idéologique pour l'austérité et la guerre, nous continuons à voir de plus en plus d'austérité et de guerre ? La question est le degré de crédibilité que les arguments pour l'austérité et la guerre doivent avoir dans les esprits des ouvriers avant qu'ils ne commencent à résister à celle-ci effectivement sur leur propre terrain ? Pour que cela arrive, il ne suffit pas que les arguments et les appels à l'austérité et à la guerre cessent

d'être efficaces. Nous avons aussi besoin d'une avant-garde politique internationale centralisée qui montre la voie à suivre pour la classe comme un tout. C'est dit dans l'article sur la situation internationale mais ça vaut le coup d'insister.

Qu'est-ce qui pourrait indiquer que le rapport de forces favorise en général le prolétariat ?

De loin, la plus grosse faiblesse actuelle du prolétariat est l'état de son avant-garde politique qui est affaiblie par le sectarisme et l'influence corruptrice de l'idéologie démocratique, y inclus sa variante Internet, avec toute l'atomisation sociale et les implications pour la surveillance et la répression qui vont avec. Selon que les révolutionnaires d'aujourd'hui pourront ou non exploiter la combativité indéniable des prolétaires au niveau mondial et leur communiquer une conscience politique (révolutionnaire) – en les intégrant comme sympathisants à leurs groupes et en gagnant de l'influence au sein de la classe – sera le facteur décisif. C'est loin d'être certain, vu l'état de dispersion et d'amateurisme dans les rangs de l'avant-garde de classe. Bien que je sois d'accord en général avec les arguments avancés dans le texte sur la situation internationale, je suis circonspect sur les parties qui suggèrent qu'il y ait une nouvelle période qui est favorable au prolétariat. Notre réalité limitée met en question notre capacité à présenter une perspective révolutionnaire à la classe ouvrière qui est nécessaire pour que la lutte de classe aille au-delà du terrain économique, se confronte aux forces politiques bourgeoises qui interviennent dans les luttes de la classe ouvrière pour saboter ces luttes, et éventuellement mène à une issue révolutionnaire. Cette vision n'est pas due au pessimisme (courant parmi les gauchistes académiques) sur la possibilité et la nécessité historiques du prolétariat à agir pour ses intérêts propres. Elle est motivée par une volonté de contribuer à une évaluation mesurée du rapport de forces entre les classes et de pousser à la réflexion sur les faiblesses de l'avant-garde politique du prolétariat afin que nous puissions corriger ces faiblesses.

Pour conclure, je suis d'accord que nous assistons à une offensive idéologique de la classe dominante mais j'avertis contre trop d'optimisme. Pour que le prolétariat puisse vraiment résister à la marche de la bourgeoisie à la guerre, il doit agir comme classe pour soi. S'il ne le fait pas, il risque de tomber dans les pièges dressés par la bourgeoisie qui rend responsable des effets de la crise quelques bouc-émissaires tels le FMI, la BCE, le capital financier plutôt que le capital comme tel, plutôt l'impérialisme américain ou allemand que l'impérialisme comme tel.

Stavros, 30 janvier 2015

Luttes ouvrières dans le monde

Les actions de résistance de la classe ouvrière contre les mesures de crises ne cessent de se produire et même augmentent. La classe ouvrière depuis l'intensification de la crise du capitalisme en 2008 ne se soumet pas, au contraire. Lors des années 30, la classe ouvrière était soumise idéologiquement à la bourgeoisie. Des millions de prolétaires ont donné leur vie pour défendre la démocratie que ce soit en Espagne ou lors de la deuxième guerre mondiale. La classe ouvrière mettait de côté ses intérêts à court et à long terme, et les ouvriers, dans leur très grande majorité, ont défendu les intérêts de la bourgeoisie d'abord espagnole, puis celle des Alliés dans la Résistance et celle du capitalisme d'État russe contre celles du fascisme pendant la 2^e Guerre mondiale.

Aujourd'hui, elle n'est pas prête à se sacrifier économiquement et surtout physiquement dans l'intérêt de la bourgeoisie⁸. Le but de cette page est de combattre la censure et le black-out des médias bourgeois sur les luttes ouvrières et, surtout, de mettre en relief que la classe se défend de plus en plus, en particulier dans les pays centraux et en marquant des avancées de la lutte et de la conscience dans les rangs ouvriers. La grande majorité de ces luttes et manifestations sont encore contrôlées étroitement par les syndicats. Ceux-ci les maintiennent dans un cadre soi-disant réformiste et légal. Les syndicats montrent bien qu'ils font partie de l'appareil d'État en les détournant d'une lutte véritablement anticapitaliste.

En Belgique, lors de la grève des cheminots dont nous rendons compte dans le communiqué (sous forme de tract) que nous reproduisons ici à la suite de cet article, les syndicats ont perdu le contrôle et n'ont pas réussi à s'opposer à l'éclatement des grèves : « *Si ce gouvernement ne fait pas marche arrière, nous risquons de ne plus pouvoir contrôler nos troupes* », a affirmé, dans le journal *Le Soir*, un leader du syndicat chrétien CSC. Et ce n'est qu'au prix d'une succession de journées d'action jusqu'au 15 décembre que la bourgeoisie belge et ses syndicats ont réussi à en terminer avec cette période particulière de mobilisation ouvrière dans le pays. La succession de grèves en Allemagne, Lufthansa et chemins de fer en particulier, exprime elle-aussi le cours et l'importance des luttes ouvrières à venir en Europe. Voici donc une liste, non exhaustive, des luttes ouvrières au cours des derniers mois de 2014 qui nous semblent significatives de la réalité et des potentialités (tout comme des limites et des manques) de la combativité prolétarienne internationale.

Belgique : Le 20 octobre, les cheminots de Charleroi sont en grève sauvage. Ils doivent subir le sabotage du "syndicat autonome des conducteurs de train (SACT)". Auparavant les cheminots de la région de Louvière s'étaient déjà mis

en grève sauvage. Le 6 novembre, plus de 120 000 travailleurs ont manifesté à Bruxelles contre les mesures de crise. Cette manifestation s'est terminée par des affrontements très violents entre la police et principalement les dockers d'Anvers et les métallos de Wallonie. Ensuite, une vague de grèves tournantes dans les provinces d'Anvers, du Luxembourg, de l'Hainaut et du Limbourg le 24 novembre mis de l'avant par les syndicats à permis de reporter une grève générale. Le 15 décembre, les travailleurs des aéroports, des écoles, des services publics des hôpitaux et du transport public ont débrayé contre les mesures pro-austérité. Les grévistes ont monté des piquets de grèves et des barrages des routes principales des régions aussi bien flamandes que francophones, ne se laissant pas diviser par les nationalistes.

Allemagne : Le 20 octobre (le même jour que la grève des cheminots belges), le personnel de la Lufthansa (la compagnie aérienne allemande) était de nouveau en grève prenant ainsi le relais de la grève des cheminots allemands du week-end précédent. Le fait que ces luttes paralysent les transports nationaux et internationaux oblige les médias de la bourgeoisie à les mentionner au risque, sinon, de se décrédibiliser complètement.

Espagne : Des centaines de milliers de personnes sont descendues le samedi 29 novembre dans la rue à Madrid, Barcelone et la plupart des grandes villes pour protester contre l'austérité que la bourgeoisie leur a imposée et la misère qui les frappe de plein fouet.

Grande-Bretagne : Mi-octobre des grèves et manifestations avaient eu lieu dans tout le pays sous le contrôle des syndicats, jusqu'à de grandes manifestations à Londres, Glasgow, etc..

Grèce : Vingt cinq mille personnes, selon la police, ont manifesté le samedi 1^{er} novembre à Athènes contre l'austérité. « *Nous ne sommes pas que des chiffres, nous méritons des conditions de vie humaine* », ont scandé les manifestants place Syntagma, face au Parlement, à Athènes.

Irlande : Manifestation contre la facturation de l'eau à Dublin. Ce sont les manifestations les plus importantes contre l'austérité depuis le début de la crise financière que connaît le pays. Plus de 100 000 Irlandais ont manifesté contre les mesures d'austérité du gouvernement et son projet de facturer l'eau.

Italie : Un million et demi d'Italiens ont défilé vendredi 12 décembre dans les rues de plus de 50 villes à l'occasion d'une grève générale contre le projet de budget 2015 et la réforme du marché du travail. À Turin et à Milan, ces manifestations ont fini en affrontements violents avec la police.

Portugal : Plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires

8 . Certains groupes anarchistes ont tenté d'entraîner derrière eux des prolétaires dans la défense de la bourgeoisie kurde à Kobané en Syrie.

ont manifesté, vendredi 31 octobre, dans les rues de Lisbonne pour protester contre les coupes salariales et l'augmentation des horaires de travail, après l'adoption du projet de budget pour 2015 au Parlement.

Pologne : À la mi-janvier, après une semaine de grève et des blocages des voies ferrées, les mineurs de charbon ont fait plier le gouvernement et son chef Eva Kopacz, la "Margaret Thatcher polonaise". La grève qui s'est étendue à 14 mines, avait pour but d'empêcher la fermeture de 4 mines.

Ukraine : Manifestation à Kiev contre les mesures d'austérité. Plusieurs milliers de personnes, travailleurs, retraités et étudiants, ont manifesté le 23 décembre devant la Rada (parlement) à Kiev pour dénoncer le violent plan d'austérité que veut mettre en place le gouvernement. Le plan prévoit en effet un plan de licenciement de 10% des travailleurs du secteur public, la fermeture de 400 écoles, une baisse des bourses d'études, un triplement des prix du gaz, l'augmentation des frais d'inscription dans les universités, etc. L'objectif de ce plan est de rembourser les dettes de l'Etat ukrainien au FMI.

Bosnie : « *Tuzla, Bosnie, aujourd'hui 1er décembre 2014: le rassemblement des ouvrier-e-s de plusieurs usines et... une forte présence policière. Les paroles de l'ouvrière face aux flics venus en force protéger le bâtiment du gouvernement local : "Vous ne m'arrêtez pas ! Je suis prête à mourir ici aujourd'hui, pour que mon enfant ait de quoi manger demain."* »

Canada : à Montréal, le 20 septembre près de 50 000 manifestants se sont réunis contre les attaques aux régimes de retraite des employés municipaux. Le 31 octobre environ 30 000 manifestants ont fait de même contre les coupures dans les services publics et le 29 novembre près de 100 000 ont exprimé leur mécontentement contre l'austérité générale.

Mexique : Durant ces derniers mois, des dizaines de manifestations regroupant des centaines de milliers de participants dans plusieurs villes du pays ont bloqué massivement l'ensemble de l'économie pour dénoncer l'assassinat de 43 étudiants par la mafia avec la complicité de la police d'État.

Chine : En automne, dans la province nord-est du Heilongjiang, 20 000 enseignants étaient en grève contre les bas salaires. C'est un rare exemple connu d'un conflit de travail dans le secteur public du pays. Le 18 décembre, des centaines de policiers ont fait irruption à la société Artigas Vêtements & Maroquinerie à Shenzhen, pour disperser les travailleurs qui étaient en grève depuis neuf jours pour réclamer leur assurance sociale et fonds de prévoyance du logement primes obligatoires. Il y a eu une hausse de 11,1% des conflits de travail par rapport à l'an passé. La plupart de ces conflits portent sur les salaires impayés, les licenciements, la rémunération, l'assurance et les avantages travail, entre autres facteurs.

Égypte : « *les 11 000 travailleurs de la Compagnie des Fers et Aciers d'Helwan (...) sont entrés en grève avec occupation samedi 22 novembre 2014 pour exiger, principalement, le paiement de leurs «bonus» (une participation aux bénéfices), le limogeage de leur directeur et la ré-embauche des ouvriers licenciés précédemment, notamment lors de la grève de décembre 2013* » (<http://alencontre.org/>). Ils l'ont ensuite suspendu temporairement afin de ne pas être associés par le gouvernement à une manifestation islamiste prévue quelques jours plus tard.

Brésil : À Sao Paulo et à Rio de Janeiro, le 9 janvier des milliers de manifestants ont protesté contre la hausse des transports. À Sao Paulo, la manifestation a rassemblé près de 30 000 personnes. Des manifestants exigeaient aussi la réadmission d'employés du métro renvoyé lors d'une grève.

USA : À l'occasion du « Black Friday » (vendredi 28 novembre), les travailleurs de la chaîne de magasins Walmart se sont mobilisés à travers tous les Etats-Unis. Pas moins de 1600 grèves et manifestations ont été organisées à travers le pays et ont mobilisé plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Les travailleurs réclament un salaire minimum de 15\$ de l'heure.

Afrique du Sud : Grève des employés des postes sud-africaines : « *C'est la grève la plus longue depuis fin 2012* », reconnaît la direction. Cette grève a débuté par une grève sauvage en 2013 des salariés temporaires à Pretoria, excédés d'enchaîner les CDD.

Bien que non complète et ne rassemblant que les principales informations qui nous sont parvenues ces derniers mois, cette liste de luttes ouvrières indiquent bien une tendance réelle et manifestent les potentialités et les limites des combats ouvriers à ce jour. Nous pouvons les résumer ainsi : tous les continents sont touchés, pays centraux du capitalisme et pays émergents, par des luttes ouvrières qui s'opposent aux attaques redoublées **de manière simultanée**. À ce jour, ces combats souvent massifs restent, pour l'essentiel, sous le contrôle politique de la bourgeoisie, particulièrement de ses syndicats. Néanmoins, et malgré leur sabotage, la combativité ne faiblit pas et quelques secteurs du prolétariat international plus avancés tendent à se libérer de l'emprise des syndicats et de l'État par des grèves sauvages, des mouvements spontanés, voire par des tentatives d'opposition, de paralysie et donc d'affrontement à l'appareil d'État. C'est précisément sur cette voie que le prolétariat en Grèce s'était engagé au plus fort de sa lutte contre les effets de la crise au cours des années 2008-2010.

C'est dans cette voie que les ouvriers en lutte doivent s'orienter. C'est dans cette voie que les groupes communistes doivent avancer des orientations de lutte et adapter leurs mots d'ordre.

Normand , janvier 2015.

Grèves en Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne : la bourgeoisie censure les luttes ouvrières ! (20 octobre 2014)

Nous reproduisons ici le communiqué que nous avons publié sur notre site web (www.igcl.org) et envoyé à nos contacts le jour même où les cheminots de Liège et Charleroi en Belgique se lançaient dans une grève sauvage illégale alors que les syndicats avaient déjà prévu des journées d'action et de grève nationale pour encadrer et contrer cette combativité croissante. Outre les possibilités immédiates – difficiles à apprécier sans être directement sur place – il nous semblait important de mettre en avant la simultanéité de ce combat avec les grèves à répétition dans les transports en Allemagne, chemins de fer et compagnie aérienne. Aurions-nous eu les moyens d'une intervention sur place, notre communiqué aurait été plus agitateur avec des mots d'ordre concrets d'extension des grèves sans attendre les journées d'action syndicale. La combativité ouvrière qui s'est exprimée par la suite, en particulier dans les affrontements violents entre dockers et métallurgistes lors de la manifestation de Bruxelles du 6 novembre, est venue confirmer qu'il existait dans la situation immédiate une possibilité pour la classe comme un tout ; possibilité qui, in fine (journée d'action du 15 décembre), a été étouffée par la tactique syndicale. Enfin, la forme "tract" de notre communiqué aurait pu permettre à tout ouvrier ou militant de la reproduire et de la diffuser dans les assemblées, les manifestations et les lieux de travail et servir ainsi d'orientation générale pour combattre.

Aujourd'hui même, 20 octobre, le personnel de la Lufthansa (la compagnie aérienne allemande) est de nouveau en grève prenant ainsi le relais de la grève des cheminots allemands de ce week-end et de mercredi dernier. Le fait que ces luttes paralysent les transports nationaux et internationaux oblige les médias de la bourgeoisie à les mentionner au risque, sinon, de se décrédibiliser complètement.

Mais, **aujourd'hui même**, 20 octobre, qui – en dehors de la Belgique – a pu savoir que 5 à 7000 manifestants ont manifesté hier à Bruxelles contre les effets de la crise ? Qui sait, qu'aujourd'hui, **ce matin même**, 20 octobre, les cheminots de Charleroi [1] sont en grève sauvage contre le sabotage du "syndicat autonome des conducteurs de train (SACT) [qui] « va manifester son mécontentement par des actions musclées **qui se dérouleront dans un cadre légal** et seront annoncées bien à l'avance, afin que la clientèle ne soit pas prise en otage », a-t-il affirmé dimanche soir sans avancer aucune date." (Journal belge *Le Soir*, 19 octobre, la veille donc !) Qui a su qu'il y a une semaine, déjà, les cheminots de la région belge de Louvière s'étaient déjà mis en grève sauvage ?

Qui a su – en dehors de la Grande-Bretagne – que grèves et manifestations avaient eu lieu dans tout le pays toute la semaine dernière, sous le contrôle des syndicats, jusqu'à de grandes manifestations à Londres, Glasgow, etc. ?

Les médias bourgeois censurent systématiquement toute nouvelle sur les luttes ouvrières. Il ne faut pas que la grève "sauvage", c'est-à-dire illégale et contre les syndicats, des cheminots de Liège et Charleroi ne représente un exemple à suivre et soit repris ailleurs ! Alors, c'est aussi une de leurs tâches, il appartient aux révolutionnaires avec leurs faibles moyens d'essayer de contourner le mur du silence de la propagande bourgeoise ; ou encore le mur des mensonges et déformations lorsque la bourgeoisie ne peut plus taire l'opposition active des travailleurs, dans la lutte collective, de classe, aux effets catastrophiques de la crise économique sur leurs conditions de vie et de travail.

Car la réalité est celle-ci : sur tous les continents, sur tous les pays, la classe ouvrière essaie de résister par la lutte. Et si ces combats sont encore largement insuffisants aujourd'hui pour faire reculer la bourgeoisie sur ses attaques, ils n'en représentent pas moins un obstacle immédiat et un danger historique pour le capital.

Les grèves à répétition en Allemagne, même si elles restent sous le contrôle des syndicats, manifestent la volonté de lutte des travailleurs. Le prolétariat en Allemagne, cœur du prolétariat international, principale puissance impérialiste d'Europe, résiste aux attaques contre ses conditions de vie malgré les appels à l'union nationale. Et malgré les discours et l'ambiance guerrière croissante que la bourgeoisie allemande et internationale propage de plus en plus : Ukraine, Moyen-Orient, etc. La profondeur et l'aggravation de la crise économique sans fin du capital exacerbent à la fois les rivalités et les guerres impérialistes et les attaques contre la classe ouvrière. Et cela dans tous les pays !

Le fait que les travailleurs en Allemagne luttent aussi contre les attaques et les effets de la crise apporte un démenti flagrant aux mensonges sur la prospérité et la vitalité de l'économie capitaliste allemande, Exemple à suivre nous disent-ils dans tous les pays pour justifier les sacrifices. La lutte des cheminots, voilà l'exemple à suivre partout. Il n'y a pas d'autre solution pour défendre au mieux nos conditions de vie face à la crise économique. Il en va de même face aux bruits de bottes guerriers : c'est en résistant à la crise, que les travailleurs, ouvriers, salariés, prolétaires, peuvent aussi entraver la marche inéluctable du capitalisme à la guerre impérialiste généralisée, à une 3ème Guerre mondiale – préparation, marche et éclatement dont la facture, ô combien lourde et sanglante, sera, une nouvelle fois, présentée aux travailleurs. **Révolution ou guerre**, telle est l'alternative ! Il n'y aura pas d'autre voie.

**Par delà les frontières, nos intérêts de classe et la lutte sont les mêmes !
Luttons contre les effets de la crise du capitalisme et de sa marche à la guerre généralisée !
Luttons contre l'union nationale et la mystification démocratique !
Suivons nos frères de Belgique, d'Angleterre, et surtout d'Allemagne !**

GIGC, 20 octobre 2014.

Regroupement des révolutionnaires

L'importance actuelle des groupes de la gauche communiste

Il est une mode actuellement dans le milieu politique prolétarien de sous-estimer, voire nier l'importance des groupes existants de la gauche communiste. Que ce soit en proclamant la faillite de la gauche communiste, en dilapidant ses principes un après l'autre ou encore en refusant de prendre ses responsabilités d'avant-garde politique de la classe ouvrière. Il est clair que le courant politique représenté par la gauche communiste est rempli de faiblesses importantes. Mais jamais ces faiblesses, qu'elles soient d'ordre politique ou "numérique", ne doivent entamer ce principe selon lequel les groupes politiques se réclamant de la tradition de la gauche communiste doivent, sont et seront à la pointe de la lutte pour le regroupement des révolutionnaires en parti de classe.

Le prolétariat, de par le monde, profite d'une situation politique relativement favorable. Sa résistance à l'austérité capitaliste est indéniable. Bien sûr, il n'y a jamais de grandes victoires économiques et politiques. Mais peut-il réellement y avoir des victoires sur le plan économique à long terme pour les prolétaires dans le capitalisme en décadence? La seule victoire réelle résultant d'une lutte est l'organisation de plus en plus large du prolétariat du point de vue politique, donc du point de vue du développement de sa conscience de classe, en vue d'attaquer révolutionnairement le capitalisme. Les groupes de la gauche communiste sont le facteur principal de l'extension de l'organisation du prolétariat. Ainsi, leur importance ne peut être niée ou amoindrie.

Faiblesses réelles de la gauche communiste

Faiblesses politiques

Il y a des faiblesses politiques réelles dans la gauche actuelle. L'une de ses organisations la plus importante historiquement, le Courant Communiste international, dilapide ses principes politiques sans gêne. Manquant ici de place pour traiter de ce sujet, le lecteur peut se référer à nos précédents numéros pour s'informer.⁹ Le deuxième courant politique de la tradition de la gauche communiste, la Tendance Communiste internationaliste, bien que saine politiquement, se refuse à jouer le rôle qui lui revient objectivement, c'est-à-dire un rôle de point de référence pour les militants et les groupes politiques s'intéressant et s'approchant de la gauche. Au

contraire, elle tend à ne vouloir que constituer sa propre chapelle sans se confronter aux autres courants politiques.

En résulte une situation où pour des militants ou groupes plus ou moins isolés, il est difficile de s'identifier à la vraie tradition historique de la gauche communiste représentée par le CCI et la TCI, tradition clairement pour le regroupement des révolutionnaires en parti de classe. L'envers de la médaille, c'est que cette situation laisse toute la place à tous les courants anti-parti semi-anarchistes, conseillistes, académistes et ultra-gauches. Pire, ces courants semi-anarchistes ont une certaine influence plus ou moins marquée dans les organisations traditionnelles de la gauche communiste au point où ces dernières, le CCI et la TCI, deviennent de plus en plus sympathiques à l'anarchisme.¹⁰ Il n'est donc pas surprenant que l'importance de la question du parti de classe en prenne un coup et avec elle le devoir pour les militants de tendre à se regrouper en parti politique.

Faiblesses numériques

L'époque des partis ouvriers de masse s'est terminée avec la trahison de la 2e Internationale. Les fractions de gauche de la social-démocratie ont su tirer les leçons nécessaires de cette trahison afin de restaurer le programme communiste et constituer ultérieurement une nouvelle internationale. Parmi ces leçons, il y avait par exemple le rejet du parlementarisme et du syndicalisme, mais aussi le rejet du corollaire des deux premiers : le parti de masse aux contours flous. Avec la naissance de l'Internationale Communiste, ce fut la victoire du principe selon lequel le parti de classe choisit rigoureusement ses militants selon un programme clair. Bref, c'était la victoire du parti de militants contre le parti d'électeurs. Cela a comme conséquence superficielle que l'organisation politique du prolétariat est plus restreinte en termes numériques.

La taille de l'organisme prolétarien est aussi intimement liée au cours historique de la lutte de classe. Sans être

9 . [Le 20ème congrès du Courant Communiste International](#), *Révolution ou guerre* #1.

10 . La frontière de classe du point de vue révolutionnaire est entre le marxisme et l'anarchisme. Du point de vue opportuniste, c'est marxisme et anarchisme révolutionnaire d'un côté contre marxisme et anarchisme réformiste de l'autre... Voir [Gauche communiste et anarchisme internationaliste : ce que nous avons en commun](#) (CCI, *Révolution internationale* #414) ainsi que [Marxism and Anarchism](#) (TCI, www.leftcom.org)

un lien mécanique, voire automatique, le nombre de militants tend à croître en période de lutte ouverte et à décroître en période de défaite pour la classe ouvrière. Ce fut le cas pour les groupes de la gauche communiste pendant et au sortir de la 2^e Guerre mondiale. Leur nombre et leur présence politique étaient réduits à leur plus simple expression. Est-ce à dire que ces groupes n'étaient rien et n'avaient aucune influence sur la classe? Si on prend le point de vue immédiatiste, en effet, on peut penser que ces groupes n'ont eu aucune influence. Mais si on considère le point de vue historique, on s'aperçoit vite de l'immense importance de ces groupes. Non seulement les groupes actuels de la gauche communiste leur doivent leur existence, mais encore plus les leçons politiques tirées par ces groupes nous ont été laissées en héritage. « Dans une telle période, seuls peuvent subsister de petits groupes révolutionnaires assurant une solution de continuité, moins organisationnelle qu'idéologique, condensant en leur sein l'expérience passée du mouvement et de la lutte de la classe, présentant le trait d'union entre le parti d'hier et celui de demain, entre le point culminant de la lutte et de la maturité de la conscience de classe dans la période de flux passé vers son dépassement dans la nouvelle période de flux dans l'avenir. Dans ces groupes, se poursuit la vie idéologique de la classe, l'auto-critique de ses luttes, le réexamen critique de ses idées antérieures, l'élaboration continue de son programme, la maturation de sa conscience et la formation de nouveaux cadres de militants pour la prochaine étape de son assaut révolutionnaire. »¹¹

Mai 68 représente pour le prolétariat un réveil politique. C'est la fin de la contre-révolution et on voit la réémergence d'une certaine conscience de classe dont le processus de formation ne fut évidemment pas linéaire. Parallèlement, ce fut aussi l'émergence, la formation et la consolidation des deux tendances contemporaines de la gauche communiste, le CCI et le BIPR¹². Malheureusement pour le premier courant, un creux dans la lutte de classe aux environs des années '90-2000 a fait en sorte que la génération de '68 s'est essoufflée, au point où actuellement, il y a plus "d'anciens du CCI" que de militants encore dans le CCI. Le problème est que les anciens du CCI, par manque de conviction politique, soit ont rejoint le milieu semi-anarchiste décrit plus haut ou ont cessé tout militantisme. Donc, c'est une réalité que les effectifs de la gauche communiste en général et du courant politique "cciste" en particulier se résument à une peau de chagrin.

11 . Sur la nature et la fonction politique du parti politique du prolétariat, *Internationalisme* #38, Gauche communiste de France

12 . Qui deviendra plus tard la Tendence Communiste internationaliste.

Rôle des révolutionnaires et son importance

Militants actifs, partie-prenante, de la lutte de classe

Si le rôle des groupes de la gauche communiste était seulement d'influencer politiquement le plus de prolétaires possible, il est vrai que nous serions loin de notre but. Mais ce serait adopter un point de vue immédiatiste dangereux. Du point de vue historique et du point de vue de la construction du parti de classe, notre importance se situe dans le pont que nous¹³ représentons entre les courants traditionnels, CCI et TCI, et le parti de demain. Et nous sommes d'autant plus importants vu notre nombre réduit. Nous disions d'ailleurs dans notre premier numéro de notre revue : « Porteurs conscients de la perspective communiste et organisés en conséquence, garants de la voie et des moyens menant à ce devenir révolutionnaire, la réalité de leur influence et de leur présence, et tout spécialement l'existence réelle du parti, dans la classe ouvrière est à son tour une expression de la réalité du rapport de forces entre les classes et du degré d'extension de la conscience de classe. Mais de reflet ou produit d'un rapport de force historique entre les classes, les expressions les plus hautes de la conscience de classe doivent devenir un facteur actif et premier de celle-ci et de l'évolution de ce rapport de forces en assumant et en luttant pour la direction politique de leur classe. (...) Voilà pourquoi, dès aujourd'hui, il est de la responsabilité particulière de cette minorité politique de tendre à unir ses forces, non seulement pour influencer le plus possible sur les combats actuels du prolétariat, mais surtout pour participer à préparer la formation du futur parti de classe international et internationaliste. »¹⁴

On ne peut prédire avec certitude que la formation du futur parti de classe sera impulsée par les groupes actuels de la gauche communiste tant leurs faiblesses sont réelles. Il se peut en effet qu'une situation insurrectionnelle ou de double pouvoir surgisse sans parti international préalablement préparé politiquement. Bien que possible¹⁵, cette situation n'est vraiment pas souhaitable. Les groupes de la gauche communiste représentent un héritage. Cet héritage, ce sont les leçons politiques accumulées lors de centaines d'années de lutte de classe. « (...) Du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier », comme le disait le Manifeste Communiste de Marx et Engels. Il n'est pas question d'opposer une supposée avant-garde

13 . "Nous" représente l'ensemble des courants partitistes de la gauche communiste.

14 . <http://www.igcl.org/Theses-sur-la-situation-historique>.

15 . Par exemple, Berlin en 1918 et les premières journées de la guerre civile espagnole en 1936.

omnisciente à une masse prolétaire bête. Seulement, la gauche communiste cristallise l'expérience politique de militants et groupes ouvriers qui ont déjà réfléchi, affronté, résolu, discuté, les grandes questions qui se dressent face au prolétariat en lutte. Il serait irresponsable de laisser les jeunes générations désarmées face à des questions politiques déjà résolues par les groupes de la gauche communiste. La barbarie capitaliste ne peut durer éternellement.

L'existence de la gauche communiste est la démonstration de la potentialité révolutionnaire du prolétariat : elle représente la fraction la plus révolutionnaire de la classe ouvrière et en cela réside son importance historique. Maintenant, nous ne devons pas nous mettre à la queue du mouvement par peur de lui imposer nos vues comme nous n'avons pas le devoir de le diriger comme un général dirige une armée. Nous devons, grâce à notre expérience, féconder la potentialité révolutionnaire latente du prolétariat en indiquant à celui-ci « *les conditions, la marche et les résultats généraux du mouvement ouvrier* » (Manifeste Communiste).

Guerre ou révolution

La période actuelle en est une d'affrontements massifs

entre les classes sociales. Prolétariat contre bourgeoisie, telle est la physionomie de la lutte de classe dans la société moderne. Les deux côtés de la barricade possèdent leurs propres intérêts de classe et leur propre conscience de classe. L'enjeu des affrontements à venir est communisme ou capitalisme, socialisme ou barbarie, RÉVOLUTION OU GUERRE.

La Gauche communiste est actuellement le seul courant politique se réclamant du prolétariat qui défend la perspective du communisme contre la barbarie capitaliste. Tous les autres faux amis du prolétariat, les gauchistes de tous poils, ne font que défendre des variantes particulières du capitalisme. Ils proposent le "capitalisme à visage humain" : démocratisme, anti-fascisme, anti-racisme, municipalisme, citoyennisme, autogestion, syndicalisme. Ces idéologies nient les principales classes sociales et surtout le prolétariat ; elles participent d'affaiblir l'existence de la lutte constante de ce dernier dans la société capitaliste et de son combat final contre celle-ci.

Encore une fois, là réside l'importance historique et politique des groupes actuels de la gauche communiste.

Robin, janvier 2015.

Montréal : réunion ouverte du GIGC le samedi 7 mars 2015

La prochaine réunion à Montréal aura lieu le samedi 7 mars à l'adresse suivante : 2^e étage du Loblaw's - 2925, rue Rachel E, Montréal, (Près du métro Préfontaine) à 15 h.

Permanences et rencontres avec le GIGC

Nous tenons des permanences régulières à Montréal et dans la région de Toronto pour tout lecteur, sympathisant ou militants désireux de nous rencontrer et de débattre avec nous. Elles sont annoncées sur notre site web www.igcl.org. Les camarades peuvent aussi nous écrire à notre boîte mail, intleftcom@gmail.com, pour toute rencontre. À ce jour, nous n'organisons pas de permanence en France mais on peut prendre contact avec nous à la même adresse afin d'organiser toute rencontre ou réunion sur Paris (de préférence).

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)

La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

Débat dans le camp prolétarien

Démocratie bourgeoise, Internet... et la soi-disant égalité des individus

Le texte qui suit est la synthèse d'une discussion contradictoire que nous avons eu en notre sein sur l'usage d'Internet, des forums et réseaux sociaux (type Facebook) par la classe ouvrière et en particulier par les groupes communistes et leurs militants. Ces nouveaux médias – dont l'utilité principale est de favoriser et d'accélérer comme jamais la circulation du capital et des marchandises – présentent aussi l'intérêt pour l'idéologie bourgeoise de faire croire à l'avènement définitif de la démocratie où chacun, chaque individu isolé, aurait enfin accès au savoir et à la libre expression de son individualité. Cette mystification a pour conséquence de détruire encore plus les liens sociaux de tous ordres ; et au premier chef les liens collectifs de classe.

À ce titre, l'idéologie qui accompagne ces nouveaux médias, exerce son influence négative sur les luttes ouvrières – même si elle ne reste encore qu'un auxiliaire renforçant les mystifications et les sabotages mis en avant par les forces bourgeoises dans les grèves et manifestations.

Par contre, elle est loin d'être sans effet sur les groupes communistes tant au niveau de leur intervention – faut-il continuer à publier des publications et journaux réguliers sur papier et développer leur diffusion militante dans les luttes, les manifestations, les grèves, les assemblées, les réunions politiques, dans la rue, alors qu'on peut se satisfaire de la publication sur un site Internet ? –, qu'au niveau des débats entre groupes politiques – pourquoi ne pas se contenter des forums Internet et des réseaux sociaux chaque groupe ayant son réseau de sympathisants et "d'amis" Facebook ? –, qu'au niveau de leur vie interne – pourquoi maintenir des réunions formelles de groupe alors que les mails et les liens "miraculeux" grâce à Skype ou autres semblent pouvoir maintenir et développer un contact et des échanges permanents ?

Pour nous, Internet ne peut être qu'un moyen technique dont le contrôle étatique, policier (surveillance) et surtout idéologique, est encore plus efficace que celui que la bourgeoisie pouvait exercer auparavant sur le téléphone – pour donner un exemple d'un outil technique qui peut paraître équivalent. Même si nous pouvons difficilement nous en passer dans la société dite "moderne" d'aujourd'hui, comme nous ne pouvions nous passer de l'usage du téléphone, les communistes doivent en limiter l'utilisation et, surtout, combattre la mystification idéologique qui accompagne son développement au risque de se perdre et de liquider une grande partie des apports et leçons du mouvement ouvrier tant du point de vue des luttes ouvrières que du combat pour le parti communiste de demain.

Nous invitons nos lecteurs et les groupes communistes à se pencher sur cette question, à contribuer – par la participation et la critique – à notre réflexion, et à participer à la dénonciation et au combat contre le démocratismes en général et sa version "Internet" en particulier. Parmi les rares contributions sérieuses que nous connaissons sur le sujet, il

convient de mentionner l'article que le PCint-TCI a écrit dans sa revue italienne *Prometeo* #4 (2010), [Libertà virtuale e catene reali - La battaglia per il controllo di Internet](#). Même si nous partageons une bonne partie des arguments, nous restons plus réservés sur la possibilité pour les communistes de devoir mener « la bataille pour le contrôle d'Internet » et de « s'opposer (...) aux contrôles et à la censure sur les forums Internet » [*« Dobbiamo opporci (...) ai controlli e alla censura sui forum del web »*]. Outre les limites (voire les dangers) d'une telle bataille, nous considérons que le texte de *Prometeo* tend à négliger l'utilisation politique et idéologique de ces nouveaux médias par le capitalisme et la classe dominante contre les luttes de la classe ouvrière et ses minorités communistes.

1) Démocratie bourgeoise et la soi-disant égalité des individus

La démocratie bourgeoise se base essentiellement sur une vision abstraite de l'individu. Ou plus couramment : un homme, une voix (un vote) ; chacun égalerait l'autre. Depuis longtemps, le marxisme, théorie révolutionnaire du prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire, a dénoncé la mystification de l'égalité entre les individus appartenant à différentes classes sociales ; et en particulier, « peut-il avoir égalité entre exploité et exploiteur ? (...) Dans l'État bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité **nominale** proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges **réels**, qui font des prolétaires des **esclaves salariés** » (Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*). En réalité, « bien que la bourgeoisie représente la minorité de la société, l'État démocratique représente le système de la force armée organisée en vue de la conservation des rapports de production capitaliste » (Thèses de la Fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien, 1920). Contrairement à l'idéologie bourgeoise démocratique, le marxisme ne revendique pas et ne prétend pas à l'égalité entre individus, ni dans le cadre de la société capitaliste, ni même dans le cadre du communisme. C'est le capital qui fait des hommes et des femmes des "égaux" en les aliénant au travail salarié comme prolétaires. Et si les révolutionnaires sont les premiers à mettre en avant des revendications "égalitaires" dans les luttes ouvrières, en particulier dans les revendications salariales, ce n'est pas par principe, encore moins par morale (les deux seraient ici des abstractions), mais comme moyen d'extension et d'unification de la lutte. « La société socialiste envisagée comme le règne de l'égalité est une conception française unilatérale, rattachée à l'ancienne devise "Liberté, égalité, fraternité", une conception qui était autrefois légitime et opportune en tant qu'étape de développement, mais qui, à l'égal de tous les principes unilatéraux des anciennes écoles socialistes, devrait être surmontée, parce qu'elle ne fait qu'embrouiller les esprits et qu'on a trouvé des expressions plus précises » (Engels, Lettre

à Bebel, 18 mars 1875, souligné par Engels).

La mystification sur l'égalité entre individus au sein de la société capitaliste et de son État démocratique aboutit au mensonge sur le libre choix politique du "peuple" par l'affirmation d'un vote majoritaire, le "peuple" compris comme la somme d'individus soi-disant "libres et égaux" étant une autre abstraction sous le capitalisme. « *La division de la société en classes que les privilèges économiques distinguent nettement enlève toute valeur à la décision majoritaire. Notre critique réfute la théorie mensongère selon laquelle la machine de l'État démocratique et parlementaire sorti des constitutions libérales modernes serait une organisation de tous les citoyens dans l'intérêt de tous les citoyens* » (Le principe démocratique, Bordiga, 1922).

Le mensonge et la mystification démocratiques qui se basent sur une notion abstraite, a-historique, non matérielle, in fine métaphysique, de l'individu, servent en premier lieu à imposer et à faire accepter par les masses exploitées, au premier rang desquelles se trouve le prolétariat, « *la République démocratique [cette] forme ultime de l'État de la société bourgeoise* » (Marx, critique du programme de Gotha, 1875) en niant la réalité des classes sociales, surtout de la classe dominante bourgeoise et du prolétariat exploité, et leur antagonisme irréconciliable.

2) La soi-disant "souveraineté" de l'individu

Mais la mystification bourgeoise ne se limite pas simplement à faire croire à la démocratie politique (élections, parlement, etc.) pure, à effacer des consciences la réalité de la dictature de classe qu'exerce la démocratie bourgeoise, et à nier la réalité de la lutte des classes. L'idéologie démocratique bourgeoise va beaucoup plus loin et tend à imprégner tous les moments et tous les espaces de la vie sociale au détriment de la vision et, surtout, de l'action et réflexion collectives, c'est-à-dire de la classe ouvrière comme l'a démontré et défendu sans relâche le marxisme. L'idéologie bourgeoise démocratique tend à faire de chaque individu une "unité" en soi, autonome. « *L'unité de l'individu a sans aucun doute un sens du point de vue biologique, mais on ne peut en faire le fondement de l'organisation sociale sans tomber dans l'élucubration métaphysique : du point de vue social, en effet, toutes les unités n'ont pas la même valeur, et la collectivité naît de rapports et de groupements dans lesquels le rôle et l'activité de chaque individu ne constituent pas une fonction individuelle mais collective, déterminée par les multiples influences du milieu social* » (Le principe démocratique, Bordiga, 1922).

L'individu "prolétaire" n'est rien par lui-même. Il n'est qu'au sein du collectif historique que représente sa classe, classe exploitée et classe révolutionnaire à la fois. « *Il ne s'agit pas de ressusciter le mythe illusoire de l'individualisme, qui veut libérer le Moi des influences externes, alors que sa dépendance s'élargit au contraire en se diversifiant et que la vie individuelle est de plus en plus difficile à distinguer d'une vie collective. Bien au contraire, le problème est posé sur un autre terrain : la liberté et la volonté sont attribuées à une classe destinée à réaliser l'unité de l'espèce humaine luttant finalement contre les seules forces adverses du monde physique extérieur* » (Thèses présentées par la Gauche au 3ème congrès du Parti communiste d'Italie, Lyon, 1926, nous

soulignons).

3) Le totalitarisme de l'État capitaliste et l'atomisation des individus prolétaires

Avec la période historique de décadence du capitalisme – ou période de l'impérialisme dominant – et du totalitarisme étatique croissant qui l'accompagne, cette idéologie démocratiste et individualiste – idéologie de la classe capitaliste – n'a eu de cesse de se développer jusqu'au niveau caricatural que nous lui connaissons aujourd'hui, tout particulièrement avec l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux. Sous beaucoup d'aspects, le roman de Georges Orwell, "1984", qu'il serait erroné de limiter à une simple dénonciation des États capitalistes nazi et stalinien, est devenu réalité. Avec Internet et ses cookies, le GPS et Facebook, non seulement *Big Brother is watching you*, mais surtout chacun, comme individu isolé, est contraint, d'une manière ou d'une autre, à se soumettre à cette dictature permanente qui touche tous les recoins de la vie sociale : au travail bien sûr avec l'idéologie managériale et le travail en réseau "Internet-intranet" ; dans les déplacements et transports avec les téléphones mobiles et le GPS ; chez soi, dans la soi-disant "intimité du foyer" avec Internet, Skype et les réseaux sociaux. Si la télévision a été un grand facteur du développement du totalitarisme étatique et démocratique bourgeois tout comme un grand accélérateur de l'atomisation sociale, au moins elle n'était pas "interactive", chacun restant passif devant le média. Aujourd'hui, l'individu isolé – la plupart du temps prolétaire salarié ou au chômage – devient, en apparence, superficiellement, acteur du média et de sa propre atomisation sociale – cela non pas une fois de temps en temps lors d'élections, mais quotidiennement, en permanence, chez lui, dans les transports, durant ses "loisirs", au travail... Pire même il finit par croire que le seul espace social qui reste est celui, **virtuel**, d'Internet et des réseaux sociaux : n'est-ce pas là, en payant, que les célibataires cherchent à trouver l'âme soeur et à établir des relations amoureuses ? Outre le fait que le capitalisme transforme en marchandise... les relations amoureuses et les sentiments, l'espace des relations sociales aussi intimes que l'amour se réduit chaque fois plus à Internet et aux réseaux soi-disant "sociaux" – il en va des "réseaux sociaux" comme de la *novlangue* de "1984" : ils sont autant sociaux que « *la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force* ».

Mais plus dangereux encore, il a permis à l'idéologie bourgeoise démocratique d'acquérir une dimension mystificatrice particulière : tout le monde, tous les individus, peuvent "s'exprimer librement" et à volonté sans moyens financiers particuliers, sans journaux, sans relations sociales particulières, etc... Et effectivement, il faut le reconnaître, c'est le sommet de la démocratie formelle et abstraite, enfin chaque individu est l'égal de l'autre : d'un homme, un vote, Internet nous fait passer à "un homme, une voix (ou "post") permanente". Au risque de paraître pour des vieux "ringards" face à cette modernité – certains, y compris parmi les révolutionnaires, n'ont-ils pas parlé d'Internet comme facteur de la révolution ? – c'est dans le passé et l'histoire de notre classe, que nous trouvons la dénonciation théorique de l'idéologie démocratique et individualiste dont Internet est devenu le summum :

« Cette affirmation ne peut apparaître comme une séduisante construction logique que si on admet au départ que le **vote**, c'est-à-dire l'avis, l'opinion, la conscience de chaque électeur – nous pouvons rajouter aujourd'hui de chaque "ami Facebook" ou participant à des forums – a le même poids au moment de déléguer ses pouvoirs pour l'administration des affaires collectives. Combien une telle conception est peu réaliste et peu "matérialiste", cela ressort déjà du fait qu'elle considère chaque individu comme une "unité" parfaite au sein d'un système composé d'autant d'unités potentiellement équivalentes et que, au lieu d'apprécier l'opinion de cet individu en fonction de ses multiples conditions de vie, c'est-à-dire de ses rapports avec les autres hommes, elle la théorise **a priori** dans l'hypothèse de la "souveraineté" de l'individu. Ceci équivaut encore à situer la conscience des hommes en dehors du reflet concret des faits et des déterminations du milieu, à la considérer comme une étincelle allumée, avec la même providentielle équité, dans chaque organisme, sain ou délabré, affamé ou harmonieusement satisfait dans tous ses besoins, par un indéfinissable être suprême qui dispense la vie » (Le principe démocratique, déjà cité).

C'est aussi, en même temps, la négation du collectif social quel qu'il soit. Un exemple apparemment "neutre" en terme de classe et politique : il est commun maintenant de voir des "gens" réunis au cours d'une soirée entre amis (cadre social collectif) s'isoler un bon moment pour envoyer ou lire des SMS ou des textos sans aucun objet ou urgence avec un autre individu non présent (voire parfois même présent) et oublier, nier même, ainsi l'acte social collectif !

Cette gangrène "anti-sociale", anti-collectif, individualiste, pénètre tous les recoins de la vie sociale et la pollue favorisée par l'utilisation idéologique d'Internet et des réseaux sociaux – mais seulement favorisée, elle existait auparavant comme produit de l'idéologie démocrate et individualiste. Internet ne fait que l'aggraver et à en accélérer la propagation.

Du point de vue de classe, c'est-à-dire du point de vue politique prolétarien, chaque individu, ouvrier, salarié, employé, chômeur, chaque exploité, se retrouve en permanence, et surtout encore plus, surveillé et mis en concurrence avec les autres par le capitalisme totalitaire au moyen d'Internet. Ce nouveau media fournit à l'ensemble de l'appareil de l'État capitaliste les moyens de la surveillance et surtout de la répression tant dans la vie sociale en général que sur les lieux de travail. Nous y revenons par la suite. En tant que tel Internet et son utilisation par le capitalisme aggravent les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière tout comme son idéologie renforce la mainmise totalitaire du capital sur le travail, c'est-à-dire sur les prolétaires.

4) L'idéologie Internet participe du sabotage des luttes ouvrières

L'idéologie démocratique sous sa variante Internet pollue aussi et affaiblit le mouvement ouvrier et communiste en aggravant encore plus la rupture avec ses traditions et, en partie, en cherchant à dénaturer les conditions de lutte de la classe ouvrière pour mieux la paralyser. L'idéologie démocrate propre à Internet a favorisé et participé à la mise en avant des mouvements des "indignés" et la fétichisation de l'auto-organisation et des assemblées dans lesquelles chacun

pouvait, et devait, s'exprimer, 3 minutes maximum. Si bien souvent, il était interdit d'intervenir au nom d'un groupe politique, par contre peu importait que chaque individu répète la même chose que le précédent. Cette démocratie pure est un piège du point de vue des intérêts et des objectifs de la lutte ouvrière contre le capitalisme. Le rôle d'une assemblée ouvrière n'est pas de donner la parole à chaque individu présent, mais de décider des intérêts et des objectifs immédiats de la lutte afin de développer un rapport de forces le plus favorable possible contre le capital. En général, il y a un guide conducteur: l'extension et l'unification du combat à d'autres secteurs de la classe ouvrière. Face à cette nécessité pratique du combat et aux décisions particulières à prendre en fonction des différents moments et conditions de chaque lutte, l'important est que les orientations politiques qui affirment cette dynamique d'unité et celles qui s'y opposent, s'affrontent dans l'assemblée. Et si seuls quelques intervenants, voire seulement même deux intervenants, s'en font les porteurs en posant les termes du "débat", c'est-à-dire en assumant et portant la confrontation politique immédiate, et qu'elles apparaissent clairement aux yeux de l'assemblée – sans être noyées sous un flot d'intervention de 3 minutes sur tout et n'importe quoi – alors la "démocratie prolétarienne", la "démocratie du combat ouvrier" se met au service du combat de classe et de ses objectifs immédiats et de long terme.

Voilà précisément ce que l'idéologie démocrate et individualiste – dont Internet est devenu le véhicule le plus approprié – cherche à éliminer en noyant les enjeux et les termes des confrontations que les ouvriers, en particulier **les plus combattifs et les plus conscients**, doivent inévitablement et nécessairement assumer dans les combats de la classe ouvrière contre les forces politiques et syndicales bourgeoises qui interviennent, et interviendront, y compris dans la période révolutionnaire, dans les luttes et les organisations unitaires de la classe : assemblées, manifestations, rassemblements, comités, conseils ouvriers, etc. Vidées de leur contenu et objectif politiques – décider de la grève, définir les revendications et les buts de la lutte et les moyens de son extension et de son unification pour les premières ; décider et organiser l'insurrection puis l'exercice du pouvoir pour les conseils ou soviets – ces organes de lutte tombent inévitablement dans les mains de la bourgeoisie qui se fait fort de les paralyser et de les émasculer au nom de la supposée vertu démocratique en soi, supposée "naturelle", de ces organes.

De ce point de vue, l'idéologie démocratique – à laquelle les visions individualistes viennent apporter crédit et renfort – se fait l'apôtre de la fétichisation de "l'auto-organisation", bien souvent aujourd'hui de "l'assembléisme", pour mieux vider l'organisation de la lutte par les ouvriers eux-mêmes de son contenu et de son potentiel de classe. Nos générations de prolétaires, particulièrement les plus jeunes, sont influencées par l'idéologie démocratique version Internet et se sont habituées aux échanges individuels instantanés de mails et de "post" sur les réseaux sociaux, à ce que chaque idée ou commentaire soit de même valeur que les autres, etc. Du coup, elles tendent à confondre les débats et la confrontation des positions et orientations de combat avec la possibilité matérielle, temporelle, pour chaque individu de pouvoir dire son mot à lui. Au lieu de privilégier l'intérêt de l'assemblée

et de la lutte, c'est-à-dire du collectif de classe, on privilégie au nom d'une démocratie formelle et vide de contenu politique et de classe, les expressions individuelles du plus grand nombre.

De même, l'usage des smartphones pour informer et appeler à des rassemblements ou des manifestations improvisés est aujourd'hui montré en exemple à suivre. Chaque individu prévient ainsi son ou ses copains, ses connaissances. Une chose est de prévenir quelqu'un par téléphone du lieu d'une manifestation improvisée – nous n'avons rien contre en soi. Par contre, autre chose est de substituer l'usage **individuel** des smartphones à l'envoi **collectif** de délégations massives pour chercher **les ouvriers en masse de tel ou tel lieu de travail** afin qu'ils se joignent à la manifestation. Or, de plus en plus, nous avons pu constater que nombre de participants aux manifestations de rue, même quand elles étaient massives – appelées ou pas par les syndicats – venaient **individuellement** et non plus en délégation ou cortège **collectif**. Certes nous n'avons rien contre le fait qu'un travailleur décide tout seul de venir à une manifestation – c'est mieux que rien – mais il n'en reste pas moins que cela exprime une faiblesse et une difficulté de la classe ouvrière. Et, puisqu'il ne faut pas faire de nécessité vertu, nous combattons l'idée que cela soit un exemple à suivre et encore plus toute apologie de cette méthode dite "moderne". Ainsi les Facebook et autres twitter nous sont présentés comme des outils et des moyens du combat ouvrier et son élargissement en substitution des véritables organisations des luttes qui réunissent physiquement et politiquement l'ensemble des ouvriers telles les délégations massives et les assemblées ouvrières.

5) La pression du démocratisme et de l'individualisme sur les groupes communistes

L'opportunisme politique exprime la pénétration de l'idéologie bourgeoise au sein du camp révolutionnaire, au sein des organisations d'avant-garde communistes du prolétariat. Le démocratisme et l'individualisme l'atteignent aussi et même encore plus fortement après un siècle de capitalisme d'État croissant tant au plan économique que social et idéologique. On peut dire que ce phénomène s'est même accéléré dramatiquement ces dernières décennies y compris, et même particulièrement, en son sein, l'affaiblissant d'autant, favorisant la dispersion des groupes politiques (que la classe ne reconnaît pas encore), leur désertion et l'individualisme. Non seulement les quelques groupes politiques communistes sont peu nombreux et très dispersés, mais en plus il y a sans doute plus d'individus se déclarant révolutionnaires en-dehors de ces groupes, et le justifiant, que ces derniers n'ont de membres. Conséquences : d'abord l'individualisme au sein du camp prolétarien – c'est-à-dire des groupes et éléments qui se revendiquent du communisme et de sa tradition théorique, politique et **organisationnelle** – est aujourd'hui théorisé¹⁶ et se développe dans la mesure où ces camarades rejettent l'activité communiste qui ne peut être qu'organisée et centralisée dans un organisme collectif ; ensuite, le démocratisme s'étend avec ces éléments à la démarche individualiste qui défend, au nom de la liberté

individuelle de critique et de révision du programme et des positions du passé, que chaque idée ou expression est aussi valable, *équivalente*, qu'une autre ; et en particulier aussi valable qu'elle provienne d'un individu ou d'un groupe ou organisation communiste. Pour nous, il n'en est rien. Toutes les "idées révolutionnaires" ne sont pas d'égale valeur et un des critères pour l'évaluer, outre leur contenu politique, est le fait qu'elles soient émises par des groupes et organisations politiques ou des individus non organisés. À la différence de l'individu "révolutionnaire" qui n'a de compte à rendre qu'à lui-même, voire à ses "amis", le groupe politique est comptable de l'histoire du mouvement ouvrier et de sa propre histoire tant aux plans programmatique, théorique, politique, qu'organisationnel. À ce titre, et contrairement à l'individu, il n'est pas libre. À ce titre, il ne peut considérer toute idée comme aussi valable, *équivalente*, à une autre. À ce titre aussi, il se doit de discuter, de débattre, et de combattre les autres positions et "idées", *de valeurs inégales*, qu'ils ne partagent pas.

Internet et ses dérivés n'est pas à l'origine de ce poids particulier du démocratisme et de l'individualisme au sein du camp prolétarien. Néanmoins, il vient se mettre au service de ces deux mystifications et en devient un des principaux vecteurs à la fois par la propagande et les illusions sur son usage et par... son usage "facile" et quotidien qui voile aussi le vide de l'action réelle, c'est-à-dire de classe. Et surtout, Internet et les réseaux sociaux favorisent, et même privilégient, les expressions individuelles au détriment des expressions politiques collectives et organisées, c'est-à-dire d'organisation et de parti.

En lieu et place des débats et confrontations politiques entre courants et organisations politiques, on tend de plus en plus à ne voir et ne considérer que des affrontements et des disputes entre individus. De ce point de vue, l'utilisation de réseaux sociaux et d'Internet largement favorisée par la bourgeoisie ne se limite pas, loin s'en faut, à la possibilité accrue de contrôle et de surveillance étatique et policière, mais aussi à polluer les esprits avec une vision et des pratiques individualistes qui détournent de l'action ou réflexion collectives, et particulièrement de classe, jusqu'à les nier et les faire disparaître, y compris au sein de l'avant-garde politique du prolétariat.

6) Internet et ses dérivés : un moyen de répression

Comme tout outil ou moyen technique, Internet est contrôlé et maîtrisé par le pouvoir en place, en l'occurrence par les États capitalistes. C'est vrai au niveau économique qui reste la dimension principale de ce média et qui voit une accélération comme jamais de la circulation du capital et des marchandises et la recherche effrénée de profit capitaliste dans tous les recoins de la planète et de la vie sociale – jusqu'aux relations sentimentales comme nous l'avons vu. Mais aussi, de par l'utilisation idéologique et de propagande dont il est aussi le vecteur, Internet et les moyens techniques qui vont avec, sont devenus le lieu privilégié de la surveillance et de la répression des États – il convient de souligner, en passant, que les États démocratiques sont bien plus efficaces dans cette répression au point qu'ils n'ont pas besoin, contrairement aux États dits non-démocratiques, de couper le réseau et l'accès à Internet (néanmoins, le jour où ils

16 . Voir la mouvance autour de cercles comme *Controverses* ou *Perspectives internationalistes* ou encore d'ex-membres de groupes politiques comme le CCI.

l'estimeront nécessaire, ils ne se priveront pas de le faire dans l'instant). Nous ne reviendrons pas ici sur les révélations de WikiLeaks et autres "scandales" autour des activités des services secrets et de police tel le NSA américain. En effet, quiconque y réfléchit deux minutes sérieusement et se reporte sur les multiples révélations de la presse bourgeoise elle-même, la toute puissance et omniprésence de la surveillance policière et la répression sur Internet ne font aucun doute.

Malheureusement, les illusions démocratiques parmi les révolutionnaires, ce vieux mal du mouvement ouvrier, surtout dans les pays à forte tradition démocratique qui sont, bien souvent, en même temps les centres historiques du capitalisme, restent toujours aussi répandues. Sans revenir sur l'illusion que la bourgeoisie des pays démocratiques ne reproduira jamais l'assassinat de Rosa Luxemburg, commandité et exécuté par la social-démocratie allemande – il est toujours bon de le rappeler – nos générations de révolutionnaires qui n'ont pas connu de répression ouverte massive – sauf exception – sont particulièrement infectées par ce mal au point de négliger les plus élémentaires mesures de "discrétion". Certes, il faut être capable de trouver un équilibre entre l'avantage immédiat que les moyens modernes peuvent fournir et le souci de long terme de protéger l'activité communiste de la répression – et donc limiter la surveillance de l'État. Combien de discussions politiques par téléphone, moyen de facilité, pouvaient et auraient dû être évitées à condition d'attendre la réunion du groupe ? Ou le courrier ? Bien sûr, ce souci politique n'interdisait pas l'utilisation du téléphone – parfois indispensable au bon fonctionnement quotidien – **mais aurait dû en limiter l'usage**. D'une part, face à la surveillance étatique et, d'autre part, du fait que son usage immodéré impliquait des pratiques, des débats en particulier, hors du contrôle et de la vie collective du groupe... et souvent d'individu à individu. Il en va de même pour Internet sauf que... celui-ci est encore plus surveillé et contrôlé par l'appareil d'État bourgeois et qu'il peut encore plus facilement – ne serait-ce que parce qu'il peut mettre en contact direct, oral et visuel, plus de 2 personnes – se substituer à des réunions collectives régulières de groupe.

Les illusions sur la démocratie bourgeoise et les concessions politiques et organisationnelles qui vont avec, et qui sont renforcées par l'idéologie Internet, ont à la fois des effets négatifs du point de vue de la surveillance et répression – y compris indirecte par exemple par une plus grande facilité de manipulation et d'infiltration policière – et du point de vue du fonctionnement même, et de la compréhension théorique et politique, de l'organisation, groupe, fraction ou parti communiste.

7) Les forums et réseaux sociaux liquident les débats politiques

À quoi bon se réunir puisqu'on peut discuter et se voir par Skype chacun chez soi ? Sans effort. À quoi bon **organiser** des débats internes et, si possible, par la rédaction de textes, lorsque l'on peut débattre avec tout le monde et n'importe qui instantanément, avec "réponse" immédiate, sur les forums et les réseaux sociaux ? La facilité d'utilisation d'Internet et de ses dérivés, chacun chez soi devant son ordinateur, chacun donnant son mot et son avis sur tout et n'importe quoi dans les forums et réseaux sociaux, développe le cancer de

l'individualisme et le rejet de toute activité collective, régulière, organisée et centralisée ; en particulier de tout débat collectif argumenté et contradictoire seule arme, pourtant, permettant de clarifier les questions politiques et regrouper dans un cadre collectif et militant les énergies révolutionnaires ; bref, l'idéologie démocratique et individualiste "Internet" visent à liquider toute activité communiste ou "de parti".

En effet, en lieu et place de débat interne ou externe aux groupes politiques – auxquels peuvent parfois participer aussi des individus ou sympathisants de ces groupes – nous assistons comme jamais au développement d'interventions sur tout et n'importe quoi d'individus, plus ou moins révolutionnaires selon eux-mêmes, souvent isolés, la plupart du temps sous l'emprise de l'émotion immédiate, souvent guidés par leur ego et leur volonté "d'exister" comme personnalité, dans les forums Internet. Au lieu de débats organisés et centralisés dont la finalité est la clarification des positions politiques – par exemple par des conclusions et des décisions politiques pratiques, c'est-à-dire militantes – nous assistons à une addition de pseudo-contributions d'individus qui, bien souvent, ne se répondent pas ou si elles le font, ne se réfèrent à aucune tradition politique, ou, au mieux, les plus dangereuses. C'est évidemment encore pire sur les réseaux sociaux à la Facebook. Là, règne en maître l'immédiat, l'émotion, les sentiments, la réaction, l'absence de pensée et d'argument, bref l'individualisme le plus grossier et le plus crasse. Mais n'allez pas critiquer au risque que votre "ami Facebook" ne coupe le "post", le fil du "chat" après vous avoir accusé de l'avoir insulté et de ne pas respecter sa pensée... aussi valable que la vôtre – c'est d'ailleurs pour cela qu'il est impoli et impropre de la discuter ! Résultat des courses : cela se termine bien souvent par des insultes personnelles ou par le silence ; bref c'est tout sauf le débat, y compris et surtout contradictoire, visant à la clarification politique et, en passant, c'est tout sauf le véritable respect que l'on doit à des militants ouvriers et révolutionnaires.

Mais le petit-bourgeois marqué par le démocratism et l'individualisme sera satisfait ; il se sera fait plaisir : il aura exprimé "son" idée et affirmé surtout sa "personnalité".

8) Internet et l'activité communiste

Bien évidemment, les groupes communistes, tout comme les prolétaires dans leur vie quotidienne, sont contraints d'utiliser les nouveaux médias que le capitalisme contrôle et impose. Ils peuvent même y trouver, comme pour l'usage du téléphone par exemple, un intérêt immédiat. Il serait idiot parce que pratiquement impossible, de ne pas utiliser les mails, ni d'utiliser les possibilités qu'offre la création d'un site Internet. Mais il s'agit de les considérer comme des outils techniques modernes que les communistes doivent mettre à leur service dans la mesure du possible – tout en sachant que la bourgeoisie garde et gardera la mainmise sur cet outil qu'elle peut interrompre à tout moment tant qu'elle gardera le pouvoir d'État. La création d'un site Internet justifie-t-elle l'arrêt de toute publication régulière révolutionnaire ? Nous ne le pensons pas. Au contraire. D'abord parce que la bourgeoisie tant que son pouvoir d'État n'aura pas été détruit et remplacé par le pouvoir du prolétariat révolutionnaire, la dictature du prolétariat, pourra à tout moment interrompre et

faire taire le site – encore plus facilement que la presse papier. Mais aussi parce que nous estimons que c'est la fréquence et la régularité d'un journal ou revue qui définit l'organisation, la présentation et l'activité d'un site Internet d'un groupe communiste – et non le contraire. C'est la raison pour laquelle nous refusons d'utiliser notre site comme un blog avec la parution de nos articles les uns après les autres au fur et à mesure de leur rédaction. Le site Internet d'une organisation communiste doit aussi avoir une dimension militante ; ou plutôt doit exprimer la dimension militante du groupe communiste. Et en particulier, il doit présenter ses prises de position, tracts, communiqués, articles, etc, de manière hiérarchisée et prioritaire – et non pas les uns après les autres. Dans ce sens aussi, il n'y a pas égalité entre les prises de position. Toutes ne se valent pas et leur agencement est déterminé par des priorités et des orientations politiques.

Donc, loin de nous l'idée d'un retour à l'âge pré-numérique y compris si la domination de la bourgeoisie sur le numérique reste entière. Mais une préoccupation et une lutte de tous les instants doivent nous animer contre le renouveau des idéologies et mystifications démocratiques et individualistes qu'Internet et les réseaux sociaux ont permis de provoquer.

Pour cela, pour ce combat, nous n'inventons rien. Nous nous contentons, modestement et sans doute incomplètement – nous attendons les critiques – d'essayer de nous baser sur la critique théorique faite par le marxisme en général, et plus particulièrement ici par Bordiga et le Parti communiste d'Italie, de l'idéologie et de la mystification démocratique, il y a presque un siècle. Elle nous semble encore plus actuelle et

valable aujourd'hui face aux nouveaux médias, Internet et Facebook, et à l'idéologie qui les accompagne :

« **Partir de l'unité-individu pour en tirer des déductions sociales et échafauder des plans de société, ou même pour nier la société, c'est partir d'un présupposé irréal** qui, même dans ses formulations les plus modernes, n'est au fond qu'une reproduction modifiée des concepts de la révélation religieuse, de la création, et de la vie spirituelle indépendante des faits de la vie naturelle et organique. A chaque individu la divinité créatrice ou une force unique régissant les destinées de l'univers a donné cette investiture élémentaire qui en fait une molécule autonome, bien définie, douée de conscience, de volonté, de responsabilité, au sein de l'agrégat social, indépendamment des facteurs accidentels dérivant des influences physiques du milieu. **Cette conception religieuse et idéaliste n'est modifiée qu'en apparence dans la doctrine du libéralisme démocratique ou de l'individualisme libertaire** : l'âme en tant qu'étincelle de l'Être suprême, la souveraineté subjective de chaque électeur, ou l'autonomie illimitée du citoyen de la société sans lois sont autant de sophismes qui, aux yeux de la critique marxiste, pèchent par la même puérité, aussi résolument "matérialistes" qu'aient pu être les premiers libéraux bourgeois et les anarchistes » (Nous soulignons).

N'est-ce pas là une critique particulièrement aiguë et acérée de l'idéologie démocratique "Internet" ; idéologie que la classe révolutionnaire (et surtout ses organisations politiques) doit combattre de toutes ses forces ?

Le GIGC.

Bilan de la Lutte étudiante et des assemblées de quartier de 2012 au Québec

« Dans toute notre intervention lors de la lutte étudiante, nous avons eu comme leitmotiv qu'il fallait que [les étudiants] élargissent leur lutte à d'autres secteurs de la société, en particulier les travailleurs... »

« Pour résumer, la "grève sociale" a échoué essentiellement parce que le Travail ne s'est pas mis en grève. Et si les travailleurs ne se sont pas mis en grève, c'est surtout grâce à l'immobilisme consciemment calculé des grandes centrales syndicales »

(Communistes Internationalistes – Klasbatalo)



Lutte contre l'opportunisme politique

Le GIGC a décidé de reprendre à son compte la brochure que la Fraction interne du CCI (FICCI) avait publiée en 2008. Nous reproduisons ici l'introduction que nous avons faite à cette republication. Cette brochure est disponible en français au prix de 3 dollars ou 2,50 euros plus les frais d'envoi : il suffit de nous écrire à notre adresse mail intleftcom@gmail.com

Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme a été publiée, une première fois, en 2008 par la Fraction interne du CCI. L'introduction faite par la FICCI à l'époque souligne que « tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le marxisme a mis en évidence comment le révisionnisme (...) a introduit les thèmes idéologiques de la bourgeoisie (...) les valeurs, la morale, les intérêts et, d'une manière générale, l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier au titre de la science "générale", de philosophie "abstraite", de morale et d'intérêts "humains" ». À ce titre, cette brochure est, et restera, un moment particulier parmi tant d'autres, une contribution modeste mais néanmoins réelle, du mouvement ouvrier et communiste dans sa défense du marxisme et son combat permanent contre la pénétration de l'idéologie bourgeoise en son sein – tout spécialement au sein de ses organisations politiques.

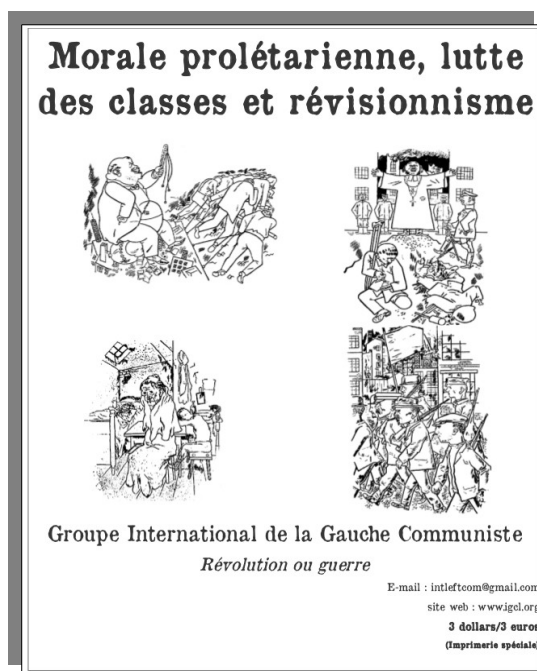
Certes, la rédaction qui avait présidé en 2007 à la publication d'articles d'abord dans le *Bulletin* de la FICCI, ensuite réunis sous forme de brochure, avait pour objet premier un combat immédiat contre la pénétration au sein du Courant Communiste International de théories idéalistes qui marquaient un pas de plus dans la dérive opportuniste et révisionniste de cette organisation ; et cela dans l'espoir d'une réaction de classe en son sein. Cette dérive politique croissante du CCI avait donné lieu à la publication d'un texte, "Marxisme et éthique", dans les *Revue internationale* #127 et 128 (2006-2007).

Aujourd'hui, nous entendons défendre l'héritage politique et organisationnel de la Gauche communiste que cette organisation abandonne et cherche à liquider. Dans ce sens, le GIGC se revendique de cette continuité **dans le combat contre toute position opportuniste, en particulier celle défendue actuellement par le CCI officiel sur la morale**, en reprenant, y compris de manière critique, l'expérience des fractions du CCI (FICCI et FGCI) et celle du CCI lui-même – ne serait-ce que par l'adoption de certaines de ses positions de base et de plateforme historiques. À ce titre, nous republions, en notre nom, celui du GIGC, cette brochure.

Car, si le CCI appartient pour une bonne part au passé, il n'en reste pas moins que le combat contre les thèses révisionnistes et idéalistes qu'il propage reste permanent. Outre leur opposition au marxisme, ou matérialisme historique, théorie du prolétariat révolutionnaire, les postulats du CCI comme l'existence d'une "morale humaine", "d'intérêt moral général" (cf. leur texte "Marxisme et éthique", en 2006), ou encore d'une "conscience morale naturelle" (cf. leur récent projet de "Thèses sur la morale"), sont des expressions de l'idéologie bourgeoise, particulièrement sous sa forme démocratique, qui ne disparaîtront pas seulement avec cette organisation.

Voilà pourquoi cette brochure, aussi modeste et limitée soit-elle, reste et restera un moment et un moyen de ce combat contre l'opportunisme politique dans les rangs ouvriers et, plus largement, contre l'idéologie bourgeoise.

Le GIGC, octobre 2014



Réunion publique du groupe Critique Sociale (Paris, octobre 2014)

Rosa Luxemburg, comme Lénine, défend le parti prolétarien contre la démocratie bourgeoise

Le 18 octobre 2014 à Paris, le groupe politique *Critique Sociale* (CS) organisait une réunion publique à l'occasion de la publication du volume 4 des œuvres complètes de Rosa Luxemburg par les Éditions Smolny. Ce volume contient en particulier le livre qu'elle écrivit en prison, en 1915, *La crise de la Social-démocratie* (ou *Brochure de Junius*). Avant tout salué par Lénine, malgré sa critique, comme « excellent ouvrage marxiste », Junius dénonce le caractère impérialiste de la 1ère Guerre mondiale et la trahison de l'internationalisme prolétarien par les partis social-démocrates de la 2ème Internationale. Ses leçons politiques sont toujours d'actualité à l'heure où, crise économique oblige, les rivalités et les guerres impérialistes s'exacerbent comme prélude à une 3ème guerre impérialiste généralisée si le prolétariat international ne réussit pas à s'y opposer et à abattre le capitalisme. En affirmant clairement l'alternative historique guerre ou révolution, Junius reste donc l'enjeu d'un combat politique entre les classes : « Nous sommes placés devant ce choix : **ou bien** triomphe de l'impérialisme (...); **ou bien** victoire du socialisme » ; un « **ou bien-ou bien** », insiste R. Luxemburg, qui exclut tout autre 3ème voie telle une issue ou progression pacifique au socialisme. Mais pour pouvoir faire siennes les leçons politiques de Junius, encore faut-il savoir reconnaître la place de son auteur dans le combat de la Gauche marxiste et des courants politiques qui l'ont incarnée. Or depuis la théorisation opportuniste, puis stalinienne, du "léninisme", après la mort de Lénine, l'opportunisme politique n'a pas cessé d'opposer une R. Luxemburg "démocrate" anti-parti politique contre un Lénine "dictateur" pro-parti au point que des forces politiques de gauche clairement bourgeoises, tels les PS, n'ont pas hésité – quelle honte, eux qui l'ont assassinée ! – à reprendre cette mystification à leur compte. Derrière le dogme du "léninisme" et son double "luxemburgisme", ce sont l'expérience et les leçons politiques de la révolution russe de 1917 que les deux "ismes" liquident.

La présentation faite par CS qui se revendique du... "luxemburgisme", passa complètement sous silence le fait que l'essentiel du combat de R. Luxemburg se développa aux côtés des autres gauches du mouvement ouvrier et en particulier aux côtés des bolcheviques et de Lénine sur les questions de principes, y compris celle sur le parti « guide du prolétariat » (*Brochure de Junius*). Pour notre part, le GIGC, nous sommes intervenus immédiatement pour marquer l'unité du combat mené par celle-ci et Lénine (pour nous limiter à ces deux figures qui ne sont, en dernière instance, que les expressions les plus hautes de courants politiques de la gauche marxiste). Nous avons cité *Bilan* #27 (revue de la fraction italienne dans les années 1930) qui rejette « les spéculations honteuses qui (...) proclame[nt] la faillite du "léninisme" et le triomphe du "luxemburgisme" ». À chaque affrontement de classe d'importance, que ce soit au plan théorique et politique, R. Luxemburg et Lénine, malgré leurs désaccords ponctuels, se sont toujours retrouvés du même côté de la barricade : tant dans la lutte contre l'opportunisme et pour la défense de l'internationalisme prolétarien (contre Bernstein et au congrès de Stuttgart en 1907) au sein de la 2ème internationale, que face à

l'éclatement de la guerre et à la mort de l'Internationale en 1914, ou encore face à la révolution russe qu'elle saluait et soutenait avant d'émettre ses critiques. Ce n'est que sur la base de cette unité de classe entre les deux figures et leurs courants respectifs que les enseignements de Junius viennent annoncer l'expérience russe de 1917 : « guerre à la guerre » lance-t-elle dans Junius ce qui, avec l'apport inestimable de son parti politique, ne peut signifier qu'affrontement massif du prolétariat aux États et gouvernements, insurrection ouvrière, destruction de l'État bourgeois et exercice de la dictature du prolétariat.

Nous ne pouvons ici retracer toutes les interventions durant le débat qui a suivi. La plupart d'entre elles se sont centré sur le combat pour ou contre l'unité Luxemburg-Lénine. CS et d'autres intervenants s'insurgeant contre celle-ci jusqu'à citer Rosa – hors contexte – qui aurait accusé "Lénine d'être un dictateur" ; ou bien encore s'appuyant sur le fait qu'à un certain moment, elle s'était opposée à la constitution de l'IC ; ce qui, selon CS, faisait que celle-ci n'avait pas été une internationale (!). Un autre camarade, ancien du CCI, en vint à spéculer sur ce qu'elle aurait dit si elle n'avait pas été tuée en janvier 1919 et avait vu la "terreur bolchevique" ! Bref, l'argument principal des "luxemburgistes" étant encore et encore la vieille antienne et mystification démocratique, hors de toute considération historique et de classe, contre l'insurrection ouvrière et la dictature du prolétariat, contre la nécessité du parti communiste. Celle-là même qui, conséquence pratique, les amène **dans les combats ouvriers d'aujourd'hui** à faire l'apologie du démocratisme formel des mouvements "indignés" et autres "occupy" et à tomber dans le fétichisme assembléiste et a-politique.

Plusieurs interventions vinrent par la suite se ranger à nos côtés : nous retiendrons en particulier l'intervention de la délégation du CCI qui ironisa, justement, sur ceux qui veulent nous présenter une "gentille démocrate Rosa Luxemburg" contre un "méchant dictateur Lénine". Ceux qui veulent séparer les deux font fausse route : ce qui les unissait était un internationalisme prolétarien conséquent. Enfin, cette intervention, que nous saluons – une fois n'est pas coutume – pour sa justesse politique se termina par l'affirmation que Rosa Luxemburg était avant tout une "femme d'organisation"... précisément ce que les apôtres du "luxemburgisme", conseillistes et aussi anarchistes, veulent ignorer et rejeter pour faire de Rosa un grand défenseur de la "démocratie", pour l'assassiner une fois de plus.

C'est précisément ce que l'histoire et Rosa Luxemburg elle-même démentent on ne peut plus clairement : « Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes (...), il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer **une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays** » (Thèses sur les tâches de la social-démocratie présentées en annexe à la Brochure de Junius et rédigées par Rosa Luxemburg, nous soulignons).

RL.

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées. Le terrorisme

n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.